



QUALIFICATIONS AU MONDIAL-2022 : ALGÉRIE 2 - 2 BURKINA FASO

Les Verts souffrent mais passent

Accrochée par le Burkina Faso (2-2), hier soir, au stade Mustapha Tchaker de Blida, la sélection nationale a validé son billet pour les barrages de la Coupe du monde 2022 au Qatar.

P 16

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN **d'Algérie**

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Mercredi 17 novembre 2021 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5390 - 18^e année

LE MINISTRE ISRAËLIEN DE LA DÉFENSE BIENTÔT AU MAROC

Axe du diable, c'est la lune de miel

Le Maroc confirme une fois de plus qu'il va au-delà de la simple normalisation de ses relations avec l'État hébreu. La volonté d'exemption de visas d'entrée en Israël pour les ressortissants marocains que s'apprête à proposer un député de la Knesset, n'est qu'un simple détail dans la lune de miel entre Tel-Aviv et Rabat.

LIRE EN PAGE 3

Beny Gantz, ministre israélien de la Défense

PH : DR

LEVÉE DE LA SUBVENTION SUR DES PRODUITS DE BASE



L'APN demande le gel de la disposition

P 4

ÉDUCATION NATIONALE

La contestation syndicale s'élargit

P 4

RESSOURCES EN EAU



Les barrages remplis à 34 %

P 5

HIPPODROME BAZER SEKHRA - EL EULMA, CET APRÈS-MIDI À 15H30



LES COURSES EN DIRECT

Holm Dilmi, difficile à battre

P 14

SOUFIANE DJILALI SUR L'ALLIANCE RABAT - TEL-AVIV



« L'Algérie doit pouvoir faire face à ce choix géostratégique dangereux »

P 3

LUTTE ANTI TERRORISTE EN AFRIQUE

L'engagement de l'Algérie détaillé par Lamamra

La participation de l'Algérie à la lutte antiterroriste dans son voisinage immédiat, c'est-à-dire la région sahélo-saharienne, a été détaillée lundi par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra. Cet engagement se traduit, a-t-il expliqué, en « divers mécanismes dans le but d'améliorer la coopération en matière de sécurité entre les pays concernés, par une coordination et des mesures renforcées de contrôle aux frontières, ainsi que par la formation et le partage de renseignements et d'équipements ».

Face à la menace croissante qu'est le terrorisme, a-t-il ajouté, il faut « aller au-delà de la dimension sécuritaire, pour s'attaquer aux facteurs structurels de la radicalisation et de l'extrémisme violent ». C'est l'approche globale préconisée par l'Algérie. Dans son intervention lors d'une visioconférence organisée par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) sur « la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique », présidée ce mois-ci par l'Égypte, Ramtane Lamamra a mis l'accent sur une leçon de l'expérience algérienne: « chaque fois qu'une réponse militaire est nécessaire, elle doit être associée à un large éventail de mesures pour s'attaquer aux causes sous-jacentes ». Il signale que « cette combinaison de mesures a, dans le cas de nombreux pays, fourni la clé pour vaincre la menace terroriste et tarir toutes ses sources ». Pour le chef de la diplomatie algérienne, « comprendre le contexte et les antécédents d'une nation reste une condition préalable à l'élaboration et à la mise en œuvre réussie de stratégies de lutte contre le terrorisme ». L'Algérie insiste sur l'urgence de « s'attaquer à l'aspect financier, d'autant plus que les



groupes terroristes dépendent de plus en plus du crime organisé pour acquérir une plus grande puissance destructrice ». Ainsi, notre pays appelle à « l'élaboration d'une stratégie continentale de prévention et de lutte contre le financement du terrorisme, sur la base des recommandations de la réunion de haut niveau d'Alger sur cette question, tenue en avril 2018 ».

Ramtane Lamamra a rappelé que l'Algérie a récemment avancé « un certain nombre de propositions concrètes pour stimuler l'action des institutions continentales et renforcer les mécanismes mis en place par l'UA pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent ». Ces propositions ont été approuvées par le CPS, lors de sa réunion ministérielle du 30 septembre 2021. « Nous attendons avec impatience leur mise en œuvre en temps opportun par la Commission », a déclaré le ministre. Le CPS avait appelé à l'activation du Fonds africain spécial pour la lutte antiterroriste et la création d'une liste africaine des personnes, des groupes et des entités impliqués dans des activités terroristes, dont les combattants étrangers et les ter-

roristes, ainsi qu'à l'activation du mandat d'arrêt africain. Pour sa part, l'Algérie a déjà fait connaître sa disponibilité à abriter une réunion ministérielle des pays de l'UA en vue d'élaborer un nouveau plan d'action africain pour encadrer l'action africaine conjointe en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. « Il est nécessaire de renforcer la coopération aux niveaux régional et international pour inverser la déstabilisation causée par le terrorisme et l'extrémisme violent », a déclaré Ramrane Lamamra qui fait constater qu'« au niveau international, la question du terrorisme et de l'extrémisme violent semble être reléguée au second plan, alors que ce fléau frappe de plus en plus notre continent ». L'Algérie est fermement convaincue, a fait savoir Ramtane Lamamra, que « les pays africains doivent parler d'une seule voix pour souligner qu'il s'agit d'une menace mondiale qui ne connaît pas de frontières, de nationalité ou de religion, et que la communauté internationale doit y faire face ensemble ».

M'hamed Rebah

PRÉSIDENTIELLES EN LIBYE La LADDH participe à la supervision du processus

Le président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), Bencheïkh El-Hocine Dhia-Eddine a affirmé sa participation pour l'observation des élections présidentielles de décembre prochain en Libye.

Dans une correspondance adressée au ministère des Affaires Étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, la LADDH explique que suite à la lettre n°0242 émise le 09 novembre 2021 par le Président de la Commission nationale suprême pour les élections en Libye, par laquelle nous avons été invités à observer les élections présidentielles du 24 décembre 2021, nous vous informons de notre acceptation de cette invitation et que la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme participera au processus de suivi, ainsi représentée par le Président de l'Association, M. Bencheïkh El Hocine Dhia-Eddine, et le secrétaire national chargé des Affaires étrangères, M. Zalmoud Janan ».

Sarah O.

DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

Maya Sahli élue vice-présidente de la Commission africaine

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a félicité, lundi, Maya Sahli élue à l'unanimité vice-présidente de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP). « Toutes mes félicitations à Maya Sahli élue, à l'unanimité, vice-présidente de la CADHP », a tweeté Lamamra. « Je lui souhaite plein succès dans ses fonctions et ses efforts pour protéger et promouvoir les droits de l'Homme et des peuples en Afrique », a-t-il écrit.

R. N.

APRÈS SEIF EL ISLAM KADHAFI,

Khalifa Haftar candidat à l'élection présidentielle en Libye

Le maréchal Khalifa Haftar a annoncé hier, sa candidature à la présidentielle libyenne, au lendemain de l'annonce officielle, dimanche, de Seif -El-Islam, fils du défunt Mouammar El-Kadhafi à l'élection présidentielle, confirmé par le vice-président de la Haute Commission électorale (HNEC) Abdel Hakim al-Chaab, à la chaîne officielle libyenne, indiquant que « Seif El-Islam Kadhafi a déposé le dossier de sa candidature à l'élection présidentielle au bureau de la Haute Commission électorale (HNEC) à Sebha (sud) ». Dans son annonce de sa candidature à la présidentielle libyenne, lui qui n'a jamais caché ses ambitions d'occuper le premier rang des responsabilités, qu'elles soient militaires ou civiles, le militaire Khalifa Haftar a déclaré, hier, qu'il se lance dans la course vers le palais de la présidence « non pas parce que je cours après le pouvoir », mais pour conduire le peuple libyen, a-t-il poursuivi « en cette période cruciale vers la gloire, le

progrès et la prospérité ». Même si sa candidature était attendue, Khalifa Haftar outre qu'il devra rivaliser avec des candidatures de poids sur la scène libyenne, telles, de Seif El-Islam Kadhafi, l'ex-ministre de l'Intérieur, Fathi Bachagha, du Premier ministre libyen qui n'a pas encore annoncé sa candidature, mais aussi faire face à une large opinion libyenne ayant fait subir les affres, directes ou les dommages collatéraux des violences et des conflits armés inter-libyens après l'intervention étrangère de l'Otan, en 2011, dans la crise libyenne. Le 22 septembre dernier, le maréchal Haftar, âgé de 77 ans, s'est retiré de ses fonctions à la tête de l'Armée nationale libyenne (ANL), comme le stipule la loi électorale, pour pouvoir se présenter à la présidentielle le 24 décembre prochain, sans pour autant ne pas pouvoir revêtir sa tenue militaire, s'il venait à perdre l'élection. La loi électorale l'autorise à pouvoir retrouver son poste militaire s'il ne sera pas à la tête de l'institu-

tion présidentielle de la Libye. Affirmant, hier, que le rendez-vous de décembre était « le seul moyen de sortir la Libye du chaos », celui qui a mis dans le placard sa tenue militaire pour endosser la tenue civile, pour pouvoir se porter candidat à la présidentielle, bénéficie de soutiens de pays étrangers, dont la France, qui à sa demande, selon Paris, vendredi dernier, Khalifa Haftar a accepté de renoncer aux 300 mercenaires comptant parmi ses militaires, lui qui avait toujours nier la présence de soldats et de mercenaires dans ses rangs. Il bénéficie aussi du soutien israélien, révélé au grand jour, la semaine passée, avant l'annonce, hier de sa candidature, par des médias étrangers et notamment israéliens, faisant état de la visite de son fils, Saddam Haftar en Israël. C'est à bord d'un jet privé, venant de Dubaï que le fils de Haftar a fait le déplacement à Tel-aviv, passant, selon des médias de l'entité sioniste, près de 90 minutes à l'Aéroport Ben Gourion, confor-

tant ainsi les informations de la possibilité que le candidat Khalifa Haftar a conclu un deal, avec Israël, dans lequel il l'a assuré « de reconnaître Israël » après les élections libyennes, mais sans plus sur la nature de la contrepartie israélienne, pour le candidat haftar ou l'éventuel futur vainqueur du scrutin présidentiel du 24 décembre. Les annonces des candidatures à la présidentielle libyenne interviennent faut-il le noter, après les multiples appels, précisément des occidentaux à l'obligation de respect et d'acceptation des résultats du scrutin présidentiel, qu'annoncera, après le jour J, la Haute Commission électorale libyenne.

Il est à rappeler que Khalifa Haftar a vécu, près de 20 ans aux États-Unis, après son transfert au pays de l'Oncle Sam, de la prison de la capitale tchadienne, N'Djamena, lui et un certain nombre de soldats libyens qui ont fait défection de l'armée de la Libye, du temps du règne du défunt Maamar el-Kadhafi avant

l'effondrement de ce pays, à partir de 2011. De son côté, le Premier ministre libyen Abdel Hamid Dbeibah a déclaré qu'il annoncerait sa position sur sa candidature aux prochaines élections présidentielles « au moment décisif » sans manquer de qualifier la loi électorale de « défectueuse adaptée aux mesures de personnes », dans un discours prononcé, lundi dernier, lors de sa participation à l'annonce de la création du Conseil national de la jeunesse libyenne.

Rappelons que le Premier ministre libyen, Abdelhamid Dbeibah et le président du Conseil présidentiel de Libye, Mohamed El-Menfi ont affirmé, leur volonté « de céder le pouvoir au parti vainqueur » du scrutin présidentiel, rendez-vous suivi de près par les Libyens et davantage par les pays occidentaux ayant rythmé le cours des événements en Libye, depuis 2011, suite à l'intervention de l'Otan, dans la crise libyenne.

Karima Bennour

LE MINISTRE ISRAËLIEN DE LA DÉFENSE BIENTÔT AU MAROC

Axe du diable, c'est la lune de miel

Le Maroc confirme une fois de plus qu'il va au-delà de la simple normalisation de ses relations avec l'État hébreu. La volonté d'exemption de visas d'entrée en Israël pour les ressortissants marocains que s'apprête à proposer un député de la Knesset, n'est qu'un simple détail dans la lune de miel entre Tel-Aviv et Rabat.

Beny Gantz, le ministre israélien de la Défense effectuera les 24 et 25 novembre prochains une visite de travail au Maroc. Au cours de son séjour dans ce pays, il signera des accords de coopération dans les domaines sécuritaire et militaire et rencontrera, au cours de sa visite, des officiels marocains ainsi que des officiers de l'état-major des forces armées royales, a indiqué la télévision hébraïque « Kan ». Cela confirme que cette visite n'est qu'une simple formalisation



PH. D.F.

de la dynamique de coopération qui a toujours existé entre les deux parties. L'affaire du logiciel espion « Pegasus » a été éventée bien avant l'annonce de la normalisation des relations diplomatiques entre Rabat et Tel Aviv et

l'achat par le Maroc de drones israéliens, via les Émirats est un fait largement commenté par les chancelleries et les médias internationaux depuis plus d'une année. Arrivé à un cul de sac dans sa tentative de faire adopter, par

la communauté internationale, de son plan d'autonomie des territoires du Sahara occidental, il verse dans la politique de déstabilisation et d'agression de ses voisins. Le dernier lâche assassinat de trois ressortissants algériens

par une frappe de drone, est la parfaite illustration de son bellicisme qui risque de s'exacerber au fur et à mesure des échecs de sa diplomatie.

Son rapprochement avec Israël par le truchement de l'administration de l'ancien président américain Donald Trump, ne lui attirera que des ennuis aussi bien sur le plan international que sur le plan interne. Les populations, qui ont difficilement vécu la pandémie et ses effets sur le plan économique, rejettent la normalisation des relations avec l'État hébreu. Des manifestations de protestation ont régulièrement signalées au Maroc. Le roi du Maroc qui est le président du comité El-Qods, créé en 1975 par l'Organisation de la conférence islamique (OCI), qui se devait de défendre la ville sainte des tentatives de sa judaïsation et le premier soutien au droit inaliénable du peuple palestinien à créer son État, a trahi la cause aussi bien les Palestiniens et les résolutions des Nations unies. Il s'est fait l'allié du diable et le complice des crimes contre l'humanité commis par l'armée israélienne. À ce propos, des avocats marocains s'apprentent à tenter une action en justice, auprès de la Cour d'appel de Rabat, contre Meir Benchabat, l'ancien conseiller à la sécurité nationale israélien pour crime contre l'humanité et crime de guerre, à la suite de la mort de plusieurs enfants, dont quatre de nationalité marocaine dans des raids de l'aviation israélienne sur Ghaza. C'est dire que le peuple marocain refuse toujours la normalisation des relations diplomatiques de son pays avec Israël considérée comme une soumission à l'ordre établi par les seigneurs de la guerre et l'ordre américain.

Slimane B.

DES MAROCAINS CONTRE LA LIGNE AÉRIENNE RABAT-TEL-AVIV

« Les fonds publics gaspillés au profit des sionistes »

L'Organisation marocaine de soutien à la cause palestinienne a condamné la persistance du Maroc dans son processus de normalisation des relations avec l'entité sioniste malgré le rejet populaire, dénonçant l'ouverture d'une ligne aérienne entre Rabat et Tel-Aviv et la baisse des prix des billets en faveur des colons sionistes. « En dénonçant cette normalisation que nous rejetons, nous interpellons les dirigeants sur les raisons de la baisse des prix des billets et au profit de qui sont gaspillés les fonds

publics », a réagi le coordonnateur de l'organisation marocaine Abdessamad Fethi sur sa page Facebook. Poursuivant, il dira que « ce n'est certainement pas dans l'intérêt du peuple marocain qui boycotte les voyages vers l'entité sioniste, mais au profit des colons sionistes », a-t-il indiqué, soulignant qu'il fallait plutôt réduire les prix des billets d'avion entre les pays arabes et musulmans notamment l'Égypte et la Turquie dont les tarifs sont à 5.000 Dirhams voire plus". Le coordonnateur de l'organisation relève que

le prix d'un billet pour les pays voisins du Maroc est des fois supérieur à celui pour Tel-Aviv, ce qui est, selon lui « paradoxal ». Il estime qu'il est plus judicieux pour la compagnie Royal Air Maroc (Ram) de soutenir les vols intérieurs, dont les tarifs sont à plus de 2.000 Dirhams entre Casablanca et Tanger, soit les deux tiers du prix du billet vers Tel-Aviv. La RAM avait annoncé le lancement d'une ligne directe entre Casablanca et Tel-Aviv à partir du 12 décembre 2021.

R. I.

SOUFIANE DJILALI SUR L'ALLIANCE RABAT – TEL-AVIV

« L'Algérie doit pouvoir faire face à ce choix géostratégique dangereux »

L'a classe politique nationale, malgré le contexte de campagne électorale qui occupe la part du lion dans la scène, continue à suivre de près l'évolution de la politique étrangère de l'Algérie. Ainsi, le dernier développement de la situation à l'Est du pays, notamment avec l'assassinat de trois de nos ressortissants par les forces marocaines d'occupation au Sahara occidental, est loin de faire oublier pour l'Algérie la caractéristique grave de cette agression. Ainsi, invité hier au forum du quotidien El Moudjahid, le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali, en réaction à cette question, estime qu'au-delà de l'agression en elle-même contre l'Algérie, le problème est plus profond qu'il ne paraisse et est d'ordre géopolitique. « Notre voisin (le Maroc, ndlr) a tissé des liens avec des États (Israël, ndlr) qui ont fait des choix géopolitiques extrêmement lourds, et lesquels ne correspondent absolument pas avec les intérêts de notre pays », a répondu le chef du parti engagé dans la course électorale pour les échéances locales du 27 novembre. Face à cette situation, « l'Algérie doit se défendre, pas en appelant à la guerre, mais elle doit pouvoir faire face à cette alliance dangereuse, car il s'agit de la pérennité de l'État algérien », a-t-il suggéré ce qui s'apparente à une mise en garde contre le pacte maroco-sioniste.

Pour Soufiane Djilali, « si petit à petit on permet à ce que notre souveraineté et notre sécurité nationale soient remises en

cause, dans quelques années on serait dans une très mauvaise situation », ajoutant qu'« il faut que l'Algérie joue son rôle aujourd'hui », notamment pour rattraper le terrain, diplomatique surtout, perdu durant les 20 ans de règne de l'ex-président, le défunt Abdelaziz Bouteflika. Une période durant laquelle, malheureusement, « l'Algérie a été neutralisée notamment sur le plan diplomatique. On avait perdu énormément de terrain. L'Algérie n'était alors plus représentée et le chef de l'État n'était plus là dans les rendez-vous internationaux, comme à l'ONU, par exemple, pour protéger notre souveraineté et nos intérêts », déplore le chef de Jil Jadid, pour qui, encore, l'ancien régime « avait tissé des connivences avec des parties qui ne sont pas dans les intérêts de l'Algérie ».

« LES ATTAQUES SYSTÉMATIQUES DES ALGÉRIENS CONTRE LEUR PAYS SONT INADMISSIBLES »

Face à cette évolution géostratégique dangereuse, « il est clair que l'Algérie doit reprendre son destin en main. Ce n'est pas seulement la responsabilité de l'État, mais de celle de tous les Algériens car c'est l'Algérie qui est visée. Pas seulement le simple algérien qui, bien qu'il peut soutenir la défense du pays moralement, mais ce sont les institutions, les partis politiques et la société civile notamment qui font partie du pays », recommande-t-il. À ce titre, le prési-

dent du parti du courant démocrate, dénonce vigoureusement les voix parmi des Algériens, résidant à l'étranger, qui s'attaquent « systématiquement » et toute honte bue à leur pays. « Je suis profondément choqué par certains activistes et certains militants de partis politiques qui s'attaquent à leurs pays d'une façon honteuse », déplore-t-il, précisant qu'« on a le droit de s'opposer au pouvoir, il est tout à fait légitime de vouloir une alternance, c'est normal de se proposer en tant que parti politique pour aller au pouvoir ou se présenter aux présidentielles, mais s'attaquer systématiquement à son pays parce qu'on est contre un pouvoir en place, c'est un acte inadmissible. Je suis choqué par certains propos émanant d'Algériens qui sont à l'étranger pour la plus part. Ils n'ont absolument aucun droit de s'attaquer ainsi à leur pays.

RELATIONS AVEC LA FRANCE : « L'ALGÉRIE DOIT ÊTRE SOUVERAINE DANS SES CHOIX »

Interrogé sur la crise diplomatique avec la France, Soufiane Djilali, estime que les autorités de ce pays doivent comprendre que l'Algérie ne tolère pas que l'on s'attaque à sa souveraineté, ses institutions et son peuple. Quoiqu'il dise qu'en politique internationale « il n'y a pas des avis mais des intérêts », avec la France, suggère Soufiane Djilali, « il y a énormément d'intérêts des

deux côtés ». De ce fait, « il ne faut pas toujours tomber simplement dans le discours populiste. Maintenant est ce que l'Algérie a bien fait de se défendre de cette façon quitte à entrer en crise avec la France ? C'est très probablement, car les français doivent comprendre qu'il y a des limites à respecter. Mais, ces limites ce sont aux algériens de les montrer. », a-t-il répondu. Pour le leader de Jil Jadid, c'est plutôt le contexte des présidentielles en France qui font pousser les cercles qui vouent une haine contre elle à s'attaquer à l'Algérie à des fins électorales. « La campagne en France a fait jaillir une partie de la classe politique anti-algérienne qui est en train de s'attaquer à l'Algérie et aux Algériens, et plus largement aux musulmans, et c'est la communauté algérienne qui est visée en particulier », a-t-il abordé, suggérant qu'« il faut (candidats français) les remettre à leur place, défendre la communauté nationale en France et respecter la souveraineté de ce pays quand on exige qu'ils (français) respectent la nôtre ». À propos de l'attitude de l'Algérie à tenir devant la France, Soufiane Djilali estime qu'il n'est pas dans la situation des Affaires étrangères pour en connaître toutes les données, mais « il est essentiel que l'Algérie soit souveraine dans ses choix et qu'elle établisse ses relations d'intérêt avec tous les pays sans tomber dans une forme de populisme qui risque de nous coûter très cher. »

Farid Guellil

LEVÉE DE LA SUBVENTION SUR CERTAINS PRODUITS DE BASE

La Commission financière de l'APN demande le gel de la disposition

Malgré les arguments de l'Exécutif et ses éclaircissements sur l'article 187 de la loi de Finance 2022 « qui prévoit la libération de certains produits de base de la subvention généralisée », les membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) ne semblent pas convaincus et insistent sur leurs amendements, tout en demandant le report de la mise en œuvre de cet article (187) à la prochaine loi de Finances (soit la loi complémentaire 2022 ou le PLF-2023).



a écouté dimanche soir les justifications du ministre des Finances Aïmene Benabderrahmane, représenté par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zghdar; précisant que cet article ne sera pas appliqué avant la formation d'une commission ministérielle de haut niveau, à laquelle assisteront des représentants et des députés des deux chambres, et s'engagera à compter le nombre de familles nécessiteuses puis à déterminer la valeur de l'aide financière appropriée subvention et les matériels subventionnés concernés par la révision des prix. Dans ce cadre, les mêmes membres ont demandé le report de l'article 187 à la prochaine loi de Finances après avoir arrêté la liste des personnes éligibles au soutien et le montant de la subvention, soulignant qu'il est inutile de faire passer cet article dans les circonstances actuelles, alors que le Gouvernement n'a pas

encore obtenu la liste des personnes éligibles au soutien et que le Parlement ne dispose pas de toutes les données nécessaires, malgré sa conviction de la nécessité d'appliquer le principe du soutien sélectif et ne le faisant pas à tous, et les députés ont souligné : « Nous exigeons le report de l'application de cet article jusqu'à l'achèvement du recensement démographique programmé au cours des six premiers mois de 2022 », pour finalement décider de passer l'amendement à la Chambre basse pour que les députés l'acceptent ou le rejettent.

Quant à l'amendement visant à supprimer la taxe sur le secteur agricole, ce dernier a également été adopté ainsi que l'amendement de l'article 148 relatif aux droits de douane sur l'huile de soja a été discuté, tandis que l'amendement de l'article 194 portant sur la taxe sur la valeur ajoutée sur le sucre, qui équivalait à 9 %, a été rejetée car

il n'était pas proposé de convertir cette redevance en une substance. Une autre proposition a été faite pour augmenter la taxe sur le tabac de 5 à 10 % et de 5 à 10 dinars sur un paquet de cigarettes. Pour rappel, la Commission des finances et du budget a tenu une réunion présidée par Esadik Bakhchouch, président de la Commission, à laquelle ont participé Ahmed Zeghdar, ministre de l'Industrie, Basma Azouar, ministre des Relations avec le Parlement, et des représentants du ministère des Finances. Le bureau de l'APN avait renvoyé, samedi passé en commission 42 amendements répondant aux exigences légales sur 55 propositions d'amendements au texte du projet de loi. Par ailleurs, il convient de rappeler que l'APN reprendra, aujourd'hui, ses travaux en séance plénière consacrée au vote du PLF-2022.

Sarah Oubraham

CYBERCRIMINALITÉ Des magistrats algériens participent à une conférence internationale

Selon un communiqué du ministère de la Justice, deux magistrats et deux cadres du ministère prennent part depuis hier, à la conférence internationale (Octopus) sur la cybercriminalité, dans le cadre de la coopération avec le programme européen de lutte contre la cybercriminalité. La conférence Octopus, organisée tous les 12 à 18 mois par le Conseil de l'Europe, constitue l'une des plus grandes et des meilleures plateformes d'échange en matière de cybercriminalité, réunissant des experts de 80 pays, des organisations internationales, du secteur privé et du monde universitaire. Sont abordées, lors de cet événement, des thématiques liées aux stratégies de lutte contre la cybercriminalité, l'intelligence artificielle, la formation judiciaire dans le domaine des crimes cybernétiques et des preuves électroniques, la détection automatique des documents relatifs à l'agression sexuelle contre les enfants, les programmes de rançon et des monnaies chiffrées et la situation mondiale des législations sur la cybercriminalité, ainsi qu'à la vision future de la cybercriminalité à l'horizon 2022. À ce titre, et dans le cadre de la coopération avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDDC) en Algérie et de la coordination avec le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), dix magistrats participent aujourd'hui à la quatrième rencontre en ligne sur le signalement de la violence faite aux femmes, a poursuivi la même source. Les participants à cette rencontre auront à aborder les questions relatives au signalement de la violence à l'égard des femmes et passeront en revue l'expérience de la plateforme de signalement en Suède, a conclu le communiqué.

Ania Nch

APRÈS LE CNAPESTE, UN AUTRE SYNDICAT À VENIR INVESTIR LA RUE

La contestation s'élargit dans le secteur de l'Éducation

Alors que le ministre de l'Éducation, Abdelhakim Belabed, tente à travers des messages d'apaisement de contenir la colère des travailleurs du secteur, ces derniers sont de plus en plus nombreux à vouloir rejoindre la contestation. Après le Cnapeste, c'est autour de l'Organisation nationale des enseignants de l'éducation de menacer de faire grève. Cette organisation appelle notamment tous les syndicats à tenir un rassemblement national pour réclamer la prise en charge de leurs revendications.

La contestation est entrain donc de s'élargir dans le secteur de l'éducation, au moment où des réunions bilatérales sont organisées entre les syndicats et les responsables du ministère. à travers un communiqué rendu public, l'organisation des enseignants de l'éducation a invité l'ensemble des formations syndicales du secteur à observer une action commune. Elle a proposé, dans ce sens, de tenir un rassemblement national pour

notamment réclamer l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs du secteur à travers une restructuration globale de la grille des salaires. Dans ce contexte, l'organisation réclame la fixation du point indiciaire à 100 DA et l'augmentation de 60% de la prime pédagogique. Aussi, elle revendique le retour de la retraite anticipée, et la mise en place d'une loi pour protéger les enseignants contre toute forme d'agressions.

SIT-IN DU CNAPESTE DEVANT LES DIRECTIONS DE L'ÉDUCATION LUNDI PROCHAIN

De son côté, le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur de l'éducation (Cnapeste), qui poursuit un mouvement de contestation depuis le 2 novembre dernier, a appelé ses adhérents à passer à la vitesse supérieure et d'observer des rassemblements devant les directions de l'éducation des wilayas le lundi 22 novembre. Une déci-

sion prise, explique le syndicat suite à la dégradation persistante du pouvoir d'achat des travailleurs ainsi que les conditions de travail. À noter que le Cnapeste a entamé hier sa troisième semaine de grève cyclique de deux jours. Le débrayage a été notamment suivi dans le cycle secondaire avec un taux de participation estimé de 60% à 90% sur l'échelle nationale. Il faut savoir qu'en plus de la grève et des rassemblements, le même syndicat menace de ne pas communiquer les notes d'exams et des compositions des élèves à l'administration ce qui va retarder l'opération d'élaboration des bulletins trimestriels.

BELABED RÉITÈRE SES ENGAGEMENTS

Pour sa part, le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a fait sortir pour la énième fois la carte de l'apaisement. Belabed a réaffirmé hier que les portes du dialogue restent ouvertes afin d'aborder et d'écouter

attentivement toutes les préoccupations qui concernent le personnel de l'éducation. Il a expliqué dans ce sens que la reprise des réunions avec les partenaires sociaux a pour but de répondre à toutes les questions et préoccupations soulevées, ajoutant que ces rencontres s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a appelé à un travail rigoureux avec les syndicats. « Nous travaillons pour réaliser ce que nous voulons tous, c'est-à-dire établir la stabilité dans le secteur de l'éducation et de prendre en compte, dans la mesure du possible, une écoute responsable de tout ce que proposent les partenaires sociaux », a-t-il souligné, rappelant qu'une commission technique avait été justement mise en place pour étudier les préoccupations des travailleurs sur ce qui a trait à la révision du statut particulier.

Ania Nait Chahal

RESSOURCES EN EAU

Les barrages remplis à 34 %

Le directeur central de l'Agence nationale des barrages, El Ouardi Benali Cherif, a fait savoir, hier, que le remplissage des barrages au niveau national a atteint un taux de 34%.



S'exprimant sur le plateau d'une chaîne de télévision privée, le même responsable a précisé que dans la région de l'Est du pays, le taux de remplissage des barrages est de 57%, et de 20% à l'Ouest alors que dans le Centre, il n'est que de 10%. Concernant justement les régions du Centre du pays, Benali Cherif a souligné que les barrages doivent atteindre au moins un taux de remplissage de 35% pour que l'opération d'alimentation en eau des habitants puisse s'améliorer. D'autre part, il a rappelé que l'Algérie enregistre, depuis 3 ans, une

Ph: DR

faible pluviométrie en raison des changements climatiques ce qui s'est considérablement répercuté sur le niveau des barrages. Pour rappel, le Ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, avait révélé, lundi dernier, que le volume d'eau emmagasiné dans les barrages du territoire national a atteint « 143 millions de mètres cubes » à la faveur des pluies qu'ont connues plusieurs wilayas du pays dernièrement. « Un

volume de 143 millions de mètres cubes d'eau a été emmagasiné dans les barrages du territoire national au cours de la période comprise entre le 5 et le 10 novembre », avait-il précisé dans une déclaration à la presse.

D'après Karim Hasni, le taux de remplissage des barrages au niveau national est arrivé à 33%, surtout après les dernières précipitations. Le ministre a par la suite expliqué que son départe-

ment compte actuellement sur les eaux souterraines en attendant le lancement des stations de dessalement d'eau comme alternative aux barrages. « Cette mesure est en vigueur notamment dans la capitale où trois (3) stations de dessalement d'eau sont en cours de réalisation dans la partie Est », a ajouté le ministre précisant que leur réception est prévue pour « l'été prochain ».

Ania Nait Chahal

AEP

La station de dessalement de Fouka, à Tipasa, à l'arrêt

L'unité de production de Tipasa de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a annoncé hier la suspension de la production à la station de dessalement d'eau de mer de Fouka en raison d'une panne technique, qui entrainera une perturbation dans la distribution d'eau potable. Dans un communiqué, la Seaal précise que la société "Myah Tipasa", en charge de la station de dessalement d'eau de mer de Fouka, a annoncé un nouvel incident enregistré hier lundi aux environs de 21H00, au niveau de cette station, suite à la dégradation de la qualité de l'eau, entraînant un arrêt total de son activité.

Cet arrêt engendre actuellement un déficit de production en eau potable de 120 000 m³/j qui impacte le programme de distribution de certaines communes des deux wilayas d'Alger et Tipasa, en provoquant de fortes perturbations dans la distribution d'eau potable. Ces fortes perturbations toucheront les communes de l'ouest et de la chaîne côtière d'Alger à savoir la circonscription administrative de la ville-nouvelle de Sidi Abdallah, Zeralda Mahelma, Staoueli, Soudania (en partie), Ain Benian, El-Hamamet et Cheraga (en partie). Dans la wilaya de Tipasa, cette perturbation affectera les communes de Daouda, Fouka, Chaïbia, Khemisti, Bou Ismail, Ain Tagourait et

Bouharoun, selon le même communiqué. "L'alimentation en eau potable, selon le programme en vigueur, se fera progressivement, dès la reprise de la production au niveau de la station après que la turbidité d'eau de mer sera aux normes requises", a-t-on rassuré. La société "Myah Tipasa" avait annoncé l'entente de travaux de maintenance préventifs le 8 novembre, et la reprise progressive de son activité le 11 du même mois. Cette opération a été néanmoins reportée en raison de la turbidité des eaux dépassant les normes en vigueur.

R. E.

FORUM DES EXPORTATEURS DE GAZ

La 23ème réunion ministérielle tenue hier en visioconférence

La 23e réunion ministérielle annuelle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) s'est tenue hier par visioconférence, sous la présidence de la Bolivie. Selon un communiqué de presse du Forum, les ministres de 18 pays membres se sont penchés notamment sur « les préparatifs du 6e Sommet des chefs d'État et de Gouvernement du GECF, et la nomination du nouveau secrétaire général du Forum ». Il a été également question de l'examen des publications phares du Forum, telles que le Global Gas Outlook 2050, le rapport annuel à court terme sur le marché du

gaz et le bulletin statistique annuel. « La réunion ministérielle du GECF formule la politique générale du Forum et détermine les meilleures méthodes et moyens de mise en œuvre, nomme le président et le vice-président du Directoire, décide des demandes d'adhésion et approuve le programme de travail et le budget du Forum », ajoute le communiqué. Le Forum rappelle, dans ce cadre, que la réunion ministérielle est « l'organe décisionnel suprême », qui rassemble les principaux pays exportateurs de gaz au monde. La session d'ouverture de la réunion, y compris notamment des allo-

cutions du ministre bolivien des Hydrocarbures et de l'Énergie, Franklin Molina Ortiz et du Secrétaire général du GECF, en présence de hauts officiels et organisations. Créé en fin 2008, le GECF est composé de 11 pays membres, à savoir, l'Algérie, la Bolivie, l'Égypte, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, le Nigeria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago et le Venezuela. Neuf pays ont, d'autre part, le statut de membres observateurs, à savoir l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, le Kazakhstan, la Malaisie, la Norvège, Oman, le Pérou et les Émirats arabes unis. Ces derniers représentent 70% des

réserves mondiales prouvées de gaz, 44 % de sa production commercialisée, 52% des gazoducs et 51% des exportations de GNL à travers le monde.

L'organisation a pour objectif stratégique de soutenir les droits souverains des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel et leur capacité à planifier et à gérer, de façon autonome, le développement, l'utilisation et la conservation des ressources en gaz naturel, de façon durable, efficace et respectueuse de l'environnement, au bénéfice de leurs peuples.

Sarah O.

CONCENTRÉ DE TOMATE

L'Algérie atteint l'autosuffisance et économise 40 millions USD

La production de la tomate industrielle s'est élevée à plus de 23 millions de quintaux en 2021, enregistrant une croissance de plus de 17% par rapport à l'exercice précédent, ce qui a permis à l'Algérie d'assurer son autosuffisance en double concentré et triple concentré de tomate, a indiqué un responsable du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Le sous-directeur du développement des filières végétales au ministère, Amokrane Hadj Saïd, a déclaré à l'APS que la filière de la tomate industrielle a enregistré des "performances records" au cours des dernières années, notamment lors de la dernière campagne qui s'est soldée par une production nationale de plus de 23 millions de quintaux. Le responsable a rappelé que lors de la saison 2020, cette production s'était établie à 19 millions de quintaux, soit plus de 17% de moins que la récolte de 2021. Toujours en termes de performances, Hadj Saïd a évoqué l'amélioration de la productivité avec un pic qui a atteint les 1.300 quintaux/hectare à Aïn Defla, avec un rendement national qui avoisine les 800 quintaux/ha en 2021, contre 500 quintaux/ha en 2013. Le responsable a relevé, à ce titre, l'existence de cinq pôles principaux de production en Algérie, à savoir Skikda, El-Tarf, Guelma, Annaba et Aïn Defla, en plus de quelques pôles émergents, tels que Chlef. Grâce à l'augmentation de la production de la tomate industrielle, l'Algérie a réussi à atteindre "une autosuffisance" en matière de double et de triple concentré de tomate, a révélé Hadj Saïd. Après avoir réduit les importations de ces deux produits, à partir de 2018, l'Algérie a arrêté de les importer depuis 2020, permettant une économie en devise qui dépasse les 40 millions de dollars par an, a-t-il fait savoir. Ces deux produits ont connu, pour leur part, une "envolée" de la production, avec une production de triple concentré passant de 9 000 tonnes en 2013 à plus de 70 000 tonnes en 2021, a expliqué le responsable du ministère. Pour sa part, la production du double concentré de tomate "a grimpé" de 20 000 tonnes en 2018 à plus de 80 000 tonnes en 2021, a-t-il ajouté. De tels rendements ont suscité l'intérêt de certains pays, à l'instar de l'Arabie saoudite "qui a formulé des demandes d'importation de ces deux produits algérien", a indiqué le cadre. Ces résultats ont été atteints "malgré la sécheresse et les retombées de la pandémie de Covid-19", a précisé Hadj Saïd qui a mis en avant, à ce titre, les mesures de soutien et d'accompagnement initiées par le ministère, notamment en matière d'acquisition de matériel spécifique et de matériel d'irrigation, ou encore le règlement accéléré des primes à la production. Ainsi, les délais de paiement de ces primes aux agriculteurs sont passés de 6 mois à 1 mois et demi, au maximum, a-t-il souligné, ce qui a eu un impact positif sur le rendement des producteurs et des transformateurs qui ont adhéré au dispositif de transformation de la tomate industrielle, élaboré par le ministère. Le responsable a mis en avant, également, la création d'un Conseil interprofessionnel de la filière tomate industrielle au niveau de chaque wilaya, composé des producteurs, des transformateurs et des principaux intervenants dans la filière, et considéré comme un "organe de concertation". Cela en plus de l'extension des superficies exploitées par la filière et qui sont passées de 16.000 ha en 2013 à plus de 26.000 ha en 2021, soit une augmentation de près de 38,5%, a ajouté le cadre du ministère.

R.E./APS

EN PRÉVISION DE LA CAN

Des sparring-partners africains au menu des Verts

A présent que la deuxième phase des éliminatoires du Mondial-2022 a pris fin hier, la sélection algérienne se tourne vers sa prochaine échéance, à savoir, la défense de son titre continental à l'occasion de la CAN qui aura lieu au Cameroun du 9 janvier au 12 février 2022.

A ce propos, on apprend que la FAF a déjà entamé ses démarches à la recherche de sparring-partners en vue de programmer des matchs amicaux au profit de la bande à Belmadi avant le rendez-vous africain.

Ces matchs auront lieu en marge du stage qui devrait débuter le 27 décembre à venir. La FAF semble avoir pris ses devants avant de se libérer pour la préparation de la coupe arabe au Qatar.

L'équipe nationale jouera au moins un match de préparation à Alger avant la CAN. Comme Charef Eddine Amara affirme qu'un stage est en train d'être préparé dans un pays étranger (peut-être les Emirats), l'équipe nationale



Phs : DR

pourrait y disputer au moins un autre match. Si pour le moment, rien n'a filtré sur l'identité des adversaires, on sait au moins qu'il s'agira d'équipes africaines. Une préparation qui nous rappelle celle des Verts en 2019 à Doha, qui ont affronté le Mali et le Burundi avant de rallier Le Caire. Par ailleurs, ils sont

nombreux dans les milieux sportifs algériens à déplorer que certains évoquent en ces moments précis l'avenir de Belmadi avec la sélection algérienne, au moment où il était plus raisonnable de le laisser se concentrer sur les prochains défis qui attendent les Verts. Selon ces avis, l'heure à présent est à la mobilisa-

tion générale, surtout à l'approche de la CAN, un événement pendant lequel les Verts seront attendus au tournant, surtout que pour la prochaine édition ils ne bénéficieront pas de l'effet surprise qui leur a permis de monter sur le toit de l'Afrique lors de la précédente.

Hakim S.

LES SUPPORTERS AFFLUENT DÈS PREMIÈRES HEURES DE LA MATINÉE D'HIER

Ambiance des grands soirs au stade Tchaker

Les supporters de l'équipe nationale de football, afflués dès les premières heures de la matinée d'hier au stade Chahid Mustapha Tchaker de Blida, ont créé une ambiance "folle", à quelques heures du coup d'envoi du match Algérie-Burkina Faso comptant pour la sixième et dernière journée des éliminatoires du Mondial 2022 au Qatar.

Après deux ans du huis clos à cause de Covid-19, les supporters des Verts sont revenus, mardi, dans les gradins du stade Tchaker, en provenance des différentes wilayas du pays, brandissant l'emblème national et scandant des chants à la gloire de la sélection nationale, en dépit d'un froid ambiant et de chute de pluie, a constaté l'APS.

Alors que le match est programmé à 17h00, de longues files d'attente se sont formées devant les accès réservés aux supporters, sous la supervision et l'organisation des services de sécurité qui veillent à l'application du protocole sanitaire, tout en vérifiant les billets, le passeport sanitaire et la carte d'identité de chaque supporter, avant de lui permettre d'accéder au stade.

Les supporters ont exprimé leur joie de retrouver les tribunes de ce stade, qu'ils ont surnommé "Stade des victoires", assurant que le froid ne les a pas empêchés de venir à Blida et de parcourir de longues distances pour soutenir



l'équipe nationale.

L'APS a, par ailleurs, constaté une forte présence de brigades motorisées et pédestres de la police pour assurer la fluidité de la circulation sur toutes les routes menant au stade Tchaker, et protéger les supporters, outre la sécurisation des parkings, occupés dans leur totalité par les véhicules des supporters, portant des plaques minéralogiques de différentes wilayas du pays.

Les services de la protection civile sont, également, de la partie pour assurer la couverture sanitaire des supporters, à travers la mobilisation de 200

agents et une équipe médicale qualifiée, ainsi que par l'installation d'un centre médical avancé derrière les tribunes, doté de 50 agents et d'une équipe médicale.

Les mêmes services recommandent aux supporters de respecter la distanciation physique lors des rassemblements et dans les tribunes, leur rappelant l'obligation du port du masque et d'éviter les bousculades à l'entrée, tout en leur conseillant de faire appel au personnel de la protection civile qui se trouve dans l'enceinte du stade ou le centre médical, derrière les tribunes, en cas d'urgence.

**S
T
R
O
P
S**

RC RELIZANE Le club table sur sa quote-part des droits TV pour qualifier ses recrues

La direction du RC Relizane mise sur sa quote-part des droits TV, estimée à 22 millions DA, pour qualifier ses nouvelles recrues au nombre de huit, a-t-on appris mardi du président du club sportif amateur (CSA). Dans une déclaration à l'APS, Abdelfettah Benzineb, a indiqué qu'il gardait toujours espoir de qualifier ses nouveaux joueurs avant la réception du MC Alger, samedi prochain, dans le cadre de la quatrième journée du championnat. "Nous avons reçu des assurances de la part de la Ligue de football professionnel pour nous délivrer les licences de nos nouveaux joueurs en contrepartie de notre quote-part des droits TV que nous n'avons toujours pas perçue. Celle-ci servira à rembourser une partie de nos dettes auprès de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL)", a expliqué le président du CSA/RCR. Le "Rapid" peine à qualifier ses nouveaux joueurs vu que ses dettes envers d'anciens joueurs qui ont obtenu gain de cause auprès de la CNRL s'élèvent à plus de 70 millions DA. Mais la Fédération algérienne de la discipline a décidé dernièrement d'autoriser les clubs à se faire délivrer les licences de leurs recrues en s'acquittant de 30% de la somme globale de leurs dettes en question. Une mesure qui a redonné espoir à la direction du RCR pour bénéficier des services de ses nouveaux joueurs dans un avenir proche, s'est réjoui Benzineb, qui s'est, néanmoins, exprimé de tirer la sonnette d'alarme concernant la situation prévalant au sein de son club. "Même si on arrive à qualifier nos nouveaux joueurs dans les prochains jours, cela ne va rien changer dans la situation qui prévaut actuellement au RCR exposé plus que jamais à un avenir incertain", a-t-il prévenu. A l'origine de cette situation, la crise financière aiguë qui frappe de plein fouet le club, a déploré le même responsable, qui a pris provisoirement les rênes de la société sportive par actions (SSPA) du RCR après la démission de son président Sid Ahmed Abdessadok. Désigné en remplacement de l'ancien président, Mohamed Hamri, qui a dirigé la SSPA pendant cinq ans, Abdessadok n'a pas tenu le coup, rendant le tablier au bout de quelques semaines, rappelle-t-on. "Il y a deux mois seulement que le CSA/RCR a pu intégrer la SSPA du club en s'adjugeant 34% des actions de son capital social. Je me retrouve ainsi dans l'obligation de gérer les affaires de l'équipe professionnelle en attendant la nomination d'un nouveau président de la SSPA", a encore dit Benzineb, qui vient de convaincre difficilement ses joueurs d'arrêter une nouvelle grève qu'ils ont enclenchée pour réclamer la régularisation de leur situation financière.

ATHLÉTISME

Taoufik Makhloufi poursuit ses soins en France

Le demi-fondiste algérien Taoufik Makhloufi, forfait aux Jeux olympiques de Tokyo l'été dernier à cause d'une blessure à un genou, se trouve actuellement en France, pour des soins, a annoncé lundi soir le président de la Fédération algérienne d'athlétisme, Yacine Louail.

«Makhloufi s'est rendu en France le 8 novembre courant pour des soins. Initialement, il devait revenir le 13 du même mois, mais ses soins ont finalement nécessité plus de temps que prévu. Ce qui l'a obligé à prolonger son séjour jusqu'au mercredi, 17 novembre» a déclaré le premier responsable de la FAA au site du Comité olympique et sportif algérien (COA). "Makhloufi n'a pas encore retrouvé son top niveau. Il continue



d'ailleurs à se soigner, mais à ce qu'il m'a dit, il se porte beaucoup mieux qu'au mois de juillet dernier", lorsqu'il a dû déclarer forfait pour les JO nipponnes. Toujours selon la même source, le médaillé olympique sur 1500 mètres aux JO de 2012 à Londres "a déjà repris les entraînements" qu'il suit en parallèle de ses soins, "sauf qu'il ménage ses efforts, en évitant des charges de travail trop importantes" a-t-il ajouté. Makhloufi, qui a bonifié son palmarès par deux médailles d'argent aux JO de 2016 à Rio (sur 800 et 1500 mètres), représentait le plus grand espoir de médaille pour l'Algérie à Tokyo (23 juillet-8 août), mais une blessure récalcitrante à un genou l'avait contraint à déclarer forfait au tout dernier moment. "Les JO sont une compétition de très haut niveau et il

faut vraiment être au top pour pouvoir répondre aux attentes. Or, cette blessure récalcitrante au genou m'a beaucoup amoindri, faisant que je ne serai pas en mesure de défendre convenablement les couleurs nationales à Tokyo. Donc, même si mon cœur me dit d'y aller, la raison me dicte d'y renoncer et de penser surtout aux soins" avait expliqué le natif de Souk-Ahras au moment de son forfait, au mois de juillet dernier. Cependant, Makhloufi avait promis d'essayer de "revenir plus fort pour les prochains grands-vous", particulièrement les Jeux méditerranéens de 2022 à Oran, et qui lui "tiennent beaucoup à cœur", tout comme les prochains Mondiaux d'athlétisme, prévus en 2022 aux Etats-Unis.

JM ORAN-2022

Réception du centre équestre d'Es-senia en décembre prochain

Le centre équestre "Antar Ben Cheddad" d'Es-senia devrait être réceptionné en décembre prochain, en prévision de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM Oran-2022), selon les explications données aux autorités de la wilaya au cours d'une visite d'inspection effectuée lundi. Les travaux de remise à niveau de ce site sportif, qui sont actuellement à 95%, concernent six opérations, à savoir réfection et réalisation de 120 box, réalisation d'une piste de compétition et d'une tribune de 500 places, construction des sanitaires, de bassins, d'une cafétéria et réhabilitation du siège de l'administration, du mur de clôture, en plus des VRD, de l'aménagement d'une piste

d'entraînement et de l'installation du système de vidéo surveillance. D'autres installations sportives concernées par les JM-2022 d'Oran et qui font l'objet de travaux de rénovation ont été également visitées pour la circonstance, à l'image du complexe de tennis sis à haï Es-salem, dont les travaux sont pratiquement achevés. La seule opération qui reste à réaliser au niveau de cette infrastructure

être opérationnel en mars prochain, ont assuré les responsables de cet équipement. Le Palais des sports "Hammou-Bouellil" a été également concerné par la visite de la délégation de wilaya conduite par le secrétaire général. Ce site, qui a déjà accueilli une première compétition officielle depuis la fin des travaux de sa réhabilitation, à savoir, la Super coupe d'Algérie de handball, sera doté, dans les

un autre de surveillance vidéo, ainsi qu'un nouveau réseau d'éclairage sportif. La sortie des autorités de la wilaya a également permis d'inspecter la piscine olympique de haï "Medina Jdida", dont les travaux de rénovation "avancent bien", ainsi que le complexe sportif de l'Institut d'éducation physique relevant de l'Université des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf".

VOLLEY-BALL

Les sélections nationales poursuivent leur préparation à Alger

Les sélections algériennes de volley-ball, messieurs et dames, seront en stage de préparation jusqu'au 26 novembre au Centre national de regroupement des talents de l'élite sportive de Souidania (Alger), en prévision des Jeux méditerranéens d'Oran en 2022, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB). La sélection masculine, dirigée par Mourad Senoun, sera en stage du 16 au 21 novembre, alors que son homologue féminine, entraî-

née par Nabil Tennoun effectuera son regroupement du 21 au 26 novembre. Les sélections nationales de volley ont effectué plusieurs stages depuis la nomination des sélectionneurs Mourad

Senoun (messieurs) et Nabil Tennoun (dames), en juin dernier, pour préparer dans les meilleures conditions les prochaines compétitions internationales, dont les Jeux méditerranéens d'Oran en 2022. La FAVB a également indiqué que la 3e journée des Championnats d'Algérie de volley-ball, Nationale 1 (messieurs et dames), se dérouleront le mardi 30 novembre.

FESTIVAL ARABE DE CYCLISME SUR ROUTE

Nesrine Houili décroche l'or sur le contre-la-montre individuel (juniors/dames)

La cycliste algérienne Nesrine Houili a décroché la médaille d'or au contre-la-montre individuel (juniors/dames) disputé mardi, pour le compte du Festival arabe 2021 de la discipline, qui se déroule actuellement au Caire (Egypte). La moisson algérienne a été bonifiée par une médaille de bronze, décrochée par Lydia Kacemi au contre-la-montre individuel des moins de 23 ans (dames), en attendant l'entrée en lice des juniors et des seniors. L'Algérie porte ainsi son total provisoire à sept breloques depuis l'entame de la compétition : 5 or et 2 bronze.

CHELSEA

La vérité sur le cas Saul Niguez

Parti en prêt à Chelsea dans les derniers instants du dernier mercato estival, le milieu de terrain espagnol Saul Niguez avait quitté l'Atlético de Madrid cette saison pour glaner du temps de jeu, n'étant plus vraiment dans les plans de l'entraîneur argentin Diego Simeone. Néanmoins, son aventure londonienne ne se passe pas comme prévu : seulement 5 matches disputés avec les Blues toutes compétitions confondues (dont 3 titularisations) sans être impliqué dans un seul but. Selon les informations de la Cadena Ser, l'arrivée de l'international aux 19 sélections (3 buts) n'était même pas demandée par le technicien allemand Thomas Tuchel, qui a déjà un milieu de terrain bien fourni (Kanté, Jorginho, Kovacic, Barkley, Loftus-Cheek) pour deux places dans son onze. La radio espagnole ajoute que Chelsea pourrait même rompre l'accord de prêt dès la prochaine fenêtre de transferts, prévue en janvier prochain, et ne lèvera sûrement pas l'option d'achat assortie à son contrat.

BENFICA

Le talentueux Darwin Nuñez sur le départ

Recruté par les Aguias l'an dernier, le buteur uruguayen ne fera pas long feu à Lisbonne. Explications. La saison dernière, Benfica avait su devancer de nombreux concurrents (l'Olympique de Marseille, le Stade Rennais, le Betis, Valence, Leipzig, Wolfsburg et Naples) pour s'offrir les services du jeune attaquant uruguayen Darwin Nuñez. Agé alors de 21 ans, celui qui évoluait à Almería, en D2 espagnole, avait été recruté pour 25 M€. Un record pour les Aguias. Depuis, le Sud-Américain a su convaincre d'autres cadors européens (l'Inter Milan, l'AC Milan, Manchester City et l'Atletico Madrid entre autres). Auteur de 14 buts et 12 passes décisives en 44 matches, toutes compétitions confondues, Nuñez réalise un début de saison 2021/2022 tout aussi correct (8 réalisations, 2 assists en 13 rencontres).

SON AGENT VA BIENTÔT DÉBARQUER EN EUROPE

Lié au club lisboète jusqu'en juin 2025, l'Uruguayen ne devrait pas rester bien longtemps au Portugal. Dans son édition du jour, Record affirme que l'agent du joueur, Eduardo Lasalvia, aurait transmis des offres pour son poulain au Benfica. L'occasion de rappeler que la Juventus, l'AC Milan, l'Inter, City et l'Atlético sont toujours sur le coup et que les nouveaux riches de Newcastle ont pointé le bout de leur nez.

Face à ces intérêts, Benfica renverrait tous les clubs intéressés à la clause libératoire du joueur : 150 M€. Un montant qui ne sera jamais payé. Une chose est sûre : des négociations vont avoir lieu. De son côté, O Jogo relaie des propos de l'agent du buteur indiquant qu'il se rendrait prochainement à Lisbonne. « Nous sommes en contact avec Benfica et je vais en Europe ces prochains jours. Nous allons avoir une réunion avec Rui Costa, nous allons travailler sur une négociation qui aura lieu en juin ou en juillet prochains. Nous sommes tranquilles, nous cherchons ce qu'il y a de mieux pour le joueur et Benfica. » Affaire à suivre.

MONDIAL-2022 (QUALIFICATIONS)

L'Angleterre et la Suisse au Qatar, l'Italie en barrages

La Suisse s'est qualifiée en beauté pour le prochain Mondial, au Qatar, en battant la Bulgarie 4-0 lundi à Lucerne, alors que l'Italie, championne d'Europe, n'a pas réussi à gagner en Irlande du Nord (0-0) et jouera les barrages.

L'Angleterre a beaucoup moins souffert et a définitivement assuré son billet pour le Mondial-2022 en pulvérisant Saint-Marin (10-0). Le match nul des Italiens contre la Suisse à Rome (1-1) obligeait la "Squadra Azzura" à gagner à Belfast face à des Nord-Irlandais très solides en défense (aucun but encaissé à domicile pendant ces éliminatoires).

Les hommes de Roberto Mancini n'ont pas réussi, ils ont douté et même déjoué, tétanisés par l'enjeu, quatre ans après un barrage dramatique pour le Mondial-2018, perdu

contre la Suède.

Pendant ce temps, la "Nati", avec au départ autant de points que l'Italie, mais une moins bonne différence de buts, avait un match plus facile à gérer. Elle a dominé de bout en bout et s'est d'abord procuré une kyrielle de corners et d'occasions. La Suisse a aussi vu deux tirs, d'Okafor et Shaqiri, repoussés par les poteaux bulgares, et deux buts refusés pour hors-jeu. Mais elle a frappé quatre fois : par Okafor de la tête (48e), Vargas en puissance (57e), Itten (72e) puis Freuler (90+1). Le compte est bon, rien



ne va plus pour l'Italie.

Dans le groupe de l'Angleterre, la Pologne (2e) sera quand même barragiste, a battu à Glasgow le Danemark, déjà qualifié (2-0). Ces barrages s'annoncent palpi-

ants, voire même dramatiques, en mars prochain : douze pays au départ, dont l'Italie et le Portugal, les deux derniers champions d'Europe, et trois places seulement à la fin.

ITALIE

Mancini n'a pas peur

Tenu en échec par l'Irlande du Nord (0-0) lundi, alors que la Suisse s'est imposée contre la Bulgarie (4-0), l'Italie devra passer par les barrages pour obtenir son ticket pour la Coupe du monde 2022. Malgré la déception, le sélectionneur italien Roberto Mancini se veut confiant.

"C'est dommage parce que le groupe aurait dû avoir conclu avant ce match. Nous avons raté deux pénalties dans des matchs décisifs contre la Suisse. Quand tu ne marques pas les occasions que tu as, tu peux clairement te retrouver en difficulté. Nous devons retrouver ce qui a été notre différence jusqu'à aujourd'hui. Si nous serons au Mondial ? Je suis confiant, nous allons nous qualifier et peut-être même que nous gagnerons le Mondial", a lancé le technicien transalpin au micro de la Rai. L'Italie connaîtra son adversaire pour sa demi-finale de barrages lors du tirage au sort qui sera effectué le 26 novembre à Zurich.

FC BARCELONE

Gerard Piqué désamorce déjà la première polémique avec Xavi

Depuis que Xavi a fait son grand retour en Catalogne, l'ancien milieu de terrain semble avoir instauré certaines règles pour remettre le club à l'endroit. Il aurait même fait annuler une interview à Gerard Piqué. Une version que ce dernier a démentie. « C'est une question d'ordre et de règles. Comme dans toutes les entreprises. Quand j'ai eu des règles, j'ai bien travaillé. Et quand nous ne l'avons pas fait, nous nous sommes mal débrouillés. Elles doivent être mises en place et respectées. » À peine revenu au FC Barcelone, Xavi a tenu à remettre de l'ordre au sein de la maison blaugrana. Successeur de Ronald Koeman, l'ancien milieu de terrain est



attendu comme le messie par tous les inconditionnels du club espagnol. En attendant de voir à

quoi ressemblera le Barça version Xavi, le nouvel homme fort des Culés a mis certaines règles en

vigueur. Et l'un des premiers à en avoir fait les frais aurait été Gerard Piqué. Le joueur aurait vu son interview à l'émission El Hormiguero être tout simplement annulée par Xavi.

PIQUÉ A ANNULÉ L'INTERVIEW

Une version que l'emblématique défenseur catalan a démentie à l'occasion d'une discussion avec le célèbre streamer espagnol Ibai Llanos. « Les gens se font des avis parce que les médias racontent ce que les gens veulent entendre. S'ils savaient la vraie histoire. Xavi ne sait même pas que c'est moi qui ai annulé avec El Hormiguero », a-t-il affirmé, avant de poursuivre. « Au final, les gens consomment. Le problème ce sont ceux qui inventent. C'est ça le vrai problème. J'ai dû l'expliquer à Xavi cette histoire avec El Hormiguero. Lui ne savait même pas de quoi je parlais. J'ai dû lui dire que j'ai dû annuler l'interview parce que j'ai eu envie de le faire. Xavi a mis des règles et si tu veux voyager (le studio de l'émission est à Madrid, ndr), tu dois le lui dire. Au final, j'ai préféré ne rien lui dire et annuler l'interview parce que je n'avais pas envie de lui demander son autorisation. Mais elle se fera plus tard, nous cherchons déjà une nouvelle date plus convenable. Il faut s'adapter à certaines situations. Mais entre ce que l'on vous raconte et la vérité, il y a parfois un monde. » C'est dit !

BOXE

La sélection algérienne dames en stage à Sofia

La sélection algérienne (seniors/dames) de boxe s'est embarquée lundi soir pour la capitale bulgare, Sofia, où elle doit effectuer un stage de préparation en vue des importantes échéances internationales à venir, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération nationale de la discipline (FAB). "La sélection nationale est composée de trois boxeuses, à savoir : Roumaïssa Boualem, Khelif Imène et Ichrak Chaïb, sous la direction des entraîneurs Abdelghani Kenzi et Mohamed Chaâoua" a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué. Parmi les importants rendez-vous que prépare la sélection nationale de boxe, les Jeux méditerranéens de 2022 à Oran, ainsi que les prochains Championnats du monde de la discipline. La FAB a assuré qu'elle mettra "tous les moyens nécessaires entre les mains des athlètes de leur encadrement technique pendant cette phase préparatoire" avec l'espoir d'augmenter leurs chances de réussir de "meilleurs résultats et de bien représenter les couleurs nationales" lors des événements suscités.

GUELMA. BARRAGE DE BOUHAMDANE

Le taux de remplissage avoisine les 24%

Le taux de remplissage du barrage de Bouhamdane, situé à Hammam Debagh dans la wilaya de Guelma, est rempli à hauteur de 23,73% par rapport à sa capacité globale de stockage, a-t-on indiqué lundi à la Direction de cet ouvrage hydraulique relevant du secteur des ressources en eau.

Le volume d'eau stocké au niveau de cet important ouvrage hydraulique a atteint jusqu'au 9 octobre dernier 44 millions de mètres cubes (44 millions m3), contre 73 millions m3 durant la même période de l'année précédente, a précisé à l'APS le directeur de cette structure hydraulique, Mohamed Douakha. La baisse du volu-



me d'eau emmagasiné dans ce barrage, d'une capacité globale de 183 millions m3, s'explique par l'actuelle situation climatique marquée par un manque en matière de pluviométrie dans la wilaya, a relevé le même responsable, avant de préciser que les quantités de pluie enregistrées durant les derniers jours, estimées à 28 mm, "n'ont pas permis d'augmenter le volume d'eau du barrage".

"Le volume actuel de l'eau stocké est suffisant

pour répondre aux besoins des citoyens en eau potable jusqu'à l'année prochaine", a précisé M. Douakha, ajoutant que le barrage de Bouhamdane assure l'alimentation en eau potable de six communes de la wilaya, à savoir Guelma, Bendjerrah, Hammam Debagh, Houari Boumediene, Mdjez Amar et Roknia.

Le directeur du barrage a également exprimé le vœu que le prochain hiver permettra d'augmenter le volume d'eau de cet ouvrage et,

par ricochet, répondre également aux besoins des agriculteurs en matière d'irrigation agricole, notamment ceux activant dans la filière de la tomate industrielle.

S'agissant de l'irrigation agricole, les besoins de la wilaya dépassent les 30 millions de mètres cubes annuellement, destinés à l'irrigation des diverses cultures agricoles au niveau du périmètre irrigué Guelma-Boucheouf qui s'étend sur environ 10.000 hectares.

TLEMCCEN. LUTTE CONTRE LA FIÈVRE

APHTEUSE

Vaccination de plus de 16 000 têtes de bovins

L'inspection vétérinaire de la wilaya de Tlemcen a procédé à la vaccination de 16.360 têtes de bovins contre la fièvre aphteuse depuis le début de la campagne à la mi-septembre, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Cette campagne de prophylaxie qui se poursuit jusqu'à la fin de l'année en cours a touché 920 éleveurs de la wilaya et vise un objectif de toucher 90 pour cent du cheptel bovin dont dispose la wilaya, estimé à près de 30.000 têtes, réparties à travers les différentes communes, selon la même source.

La wilaya de Tlemcen, qui a bénéficié d'un premier quota de 28.000 doses de vaccin du laboratoire vétérinaire régional de Tlemcen, a consommé jusque là près de 60 pc, a-t-on indiqué, soulignant que le service concerné a reçu aussi 18.000 doses de vaccin contre la rage depuis juillet dernier, ce qui a permis de vacciner 8.872 têtes de bovins et 459 chiens, sous la conduite de vétérinaires privés, au nombre de 40, qui se sont mobilisés pour ces deux opérations de vaccination.

La fièvre aphteuse est une épizootie touchant l'élevage ovin, bovin et camelin, soumise à une déclaration obligatoire. Réputée contagieuse, ses symptômes apparaissent comme aphtes sur les muqueuses buccales et nasales, entraînant une salivation intense. Cette zoonose impacte fortement sur la production du lait et la viande, a-t-on expliqué. L'inspection vétérinaire de Tlemcen a lancé, parallèlement à cette campagne, une autre opération de vaccination du cheptel contre la peste des petits ruminants, qui a ciblé 420 éleveurs et touché 5.135 têtes d'ovins sur un total de 800.000 dans la wilaya.

CONSTANTINE. SALON NATIONAL DES MÉTIERS ARTISANAUX

Grande affluence sur les produits de beauté naturels

Les pavillons exposant les produits de beauté naturels au Salon national des métiers artisanaux et de la créativité patrimoniale qui se tient actuellement à Constantine, ont enregistré mardi une grande affluence des visiteurs venus nombreux apprécier la finesse de l'artisanat algérien.

Cette manifestation culturelle et commerciale, tenue à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'artisan (9 novembre de chaque année) connaît, depuis son ouverture, un engouement remarquable pour ces produits notamment auprès de femmes actives, au foyer et d'étudiantes notamment, issues de différentes facultés et résidences universitaires mitoyennes. Les savons, les shampoings, les crèmes pour le visage et le corps et des soins pour cheveux (pour enfants et adultes) fabriqués de façon artisanale à base de produits naturels tels que l'huile d'olive et le miel, et cédés à des prix attractifs, ont particulièrement suscité l'intérêt des visiteuses de ce Salon, organisé à la Maison de la créativité et au Palais de la culture Moha-



med Laid Al Khalifa. À cet effet, Nedjma Bouleli, artisane de la wilaya de Constantine, activant dans le domaine de la fabrication des savons naturels et produits cosmétiques, a indiqué à l'APS que cet événement devenu traditionnel est "une opportunité pour le public constantinois de découvrir ce métier artisanal en net développement en particulier ces dernières années". Également pharmacienne de formation, l'artisane qui exerce ce métier depuis 15 ans dans son entreprise implantée dans la commune d'El-Khroub (Sud-

Est de Constantine), a souligné l'importance de valoriser ce métier au profit des générations futures à travers l'organisation de ce genre de manifestations et de stages de formation en faveur des jeunes porteurs de projets dans ce créneau. Cherifa Debah, de la wilaya d'Alger qui exerce ce métier dans son atelier à El Mohammadia depuis environ cinq ans a salué cette initiative, affirmant que "l'échange des expériences et des connaissances entre les professionnels de ce métier artisanal à travers l'organisation de manifesta-

tions culturelles et artistiques, visent essentiellement à améliorer et promouvoir la qualité du produit". "De tels rendez-vous permettront de renforcer davantage les métiers de l'artisanat et les professionnels auront l'opportunité de commercialiser leurs produits", a révélé de son côté Amal Lazeri, une artisane activant dans la vannerie originaire de Kouba (Alger).

Elle a encore indiqué que le Salon a pour objectif de mettre en exergue le rôle de l'artisanat dans la création de l'emploi et dans la dynamisation du développement économique aussi bien local que national. S'étalant jusqu'au 19 du mois de novembre en cours, l'exposition de produits embrassant les différents métiers à l'image de la poterie, du cuivre, la céramique, la dinanderie, des peaux et cuirs ainsi que les pâtes et les gâteaux traditionnels, a permis aux visiteurs de découvrir la richesse du patrimoine artisanal traduisant la profondeur civilisationnelle du pays. Il est à signaler que trois (3) anciens artisans spécialisés dans la confection des habits et bijoux traditionnels en plus de l'osier, ont été honorés lors de la cérémonie d'inauguration de ce Salon national qui compte une cinquantaine d'artisans participant de diverses wilayas du pays, à l'instar de Médéa, Boumerdès, Tlemcen, Béjaïa et Alger.

EL-BAYADH. DSA

100 has destinés à une première expérience de culture du colza

La direction des services agricoles de la wilaya d'El-Bayadh a réservé 100 hectares pour les besoins d'une première expérience de culture du colza au titre de la saison agricole en cours, a-t-on appris mardi auprès de cette administration. Le chef du bureau d'organisation de la production et de l'appui technique, Omar Remisse a souligné que cette première expérience sera lancée prochainement dans les régions de Broud, El-Kheïthar, Brizina et Stitine. Il a ajouté que six agriculteurs lanceront cette expérience en attendant l'extension à l'avenir de la surface réservée à ce type de récolte, l'augmentation du nombre d'agriculteurs et investisseurs intéressés par ce créneau étant donné l'importance que revêt cette filière. Les services de l'Office national des céréales et légumineuses se consacrent à fournir des semences et les matériels de semis aux agriculteurs. Ils garantiront également l'acquisition du produit directement des agriculteurs après la période des moissons. Des cadres de l'institut technologique des grandes cultures de la wilaya de Saida ont supervisé conformément à une convention signée dans ce cadre, à l'accompagnement technique et la formation permanente de ces agriculteurs pour garantir le succès de cette expérience en attendant sa généralisation à d'autres régions de la wilaya. Le même responsable a déclaré que l'objectif attendu de cette expérience est de réduire l'importation du colza utilisé dans la production des huiles alimentaires outre son utilisation comme fourrage du bétail et l'importance de cette plante dans la fertilité du sol et son engraissement naturel en tant que compost naturel.

MASCARA. IRRIGATION

Octroi de plus de 900 autorisations de fonçage et de curage des puits

Les services de la wilaya de Mascara ont octroyé, durant les derniers mois de cette année, plus de 900 autorisations de fonçage et de curage des puits destinées à l'irrigation des terres agricoles, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de la wilaya. Selon la même source, les services de la wilaya ont accordé, depuis le mois de mai jusqu'à la fin de la semaine dernière, 728 autorisations d'exploitation d'anciens puits dont le niveau d'eau a connu une baisse, ainsi que 177 autres de fonçage pour renforcer l'opération d'irrigation des terres agricoles à travers les zones qui ont connu ces der-

niers mois un déficit de pluviométrie. Le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda a lancé une vaste opération d'examen des demandes d'agriculteurs concernant le forage et le curage de puits destinés à l'irrigation agricole, au cas par cas, par une commission mixte, constituée des directeurs des ressources en eau, de la réglementation et des affaires générales et du secrétariat général de la wilaya, a-t-on fait savoir. D'autre part, le programme d'urgence a été lancé l'été dernier en coordination avec le ministère des Ressources en eau, englobant le fonçage et l'équipement de 6 puits profonds dans la zone de

Hebra, pour un débit de 100 litres/seconde afin d'approvisionner les agriculteurs des communes de Bouhenni, de Mohammadia et de Mactâ Douz, en eau d'irrigation.

En outre, il a été procédé à la pose d'une barge profonde pour le drainage au niveau du barrage de Bouhanifia pour entamer le désenvasement de 5 millions de mètres cubes de vase et revitaliser le projet de pose de la canalisation afin de drainer les eaux de ce barrage vers le barrage de Fergoug et en finir avec les problèmes des fuites, de vaporisation et de vol des eaux.

DJANET. INVESTISSEMENT

Aménagement d'une zone d'activité dédiée aux micro-entreprises

Des travaux d'aménagement d'une nouvelle zone d'activité dédiée aux micro-entreprises ont été lancés à Djanet, dans le cadre de l'accompagnement des jeunes porteurs de projets, a-t-on appris mardi des services de la wilaya. Une enveloppe de 45 millions DA a été consacrée à cette opération qui comprend, entre autres, la viabilisation du terrain, la réalisation des voies, le raccordement aux réseaux divers (électricité, gaz,

AEP, assainissement), l'installation de l'éclairage public et la réalisation de bureaux administratifs, a-t-on précisé. La réalisation de cette zone d'activité, qui totalise 40 lots répartis sur une assiette globale de 20 000 m² au niveau de la région d'Ifrî à Djanet, s'inscrit dans le cadre des mesures d'accompagnement des jeunes porteurs de projets, en leur assurant un environnement favorable à l'investissement et au développement de projets

innovants dans la région. Elle intervient aussi en application des instructions des hautes autorités du pays pour accorder aux jeunes porteurs de projets toutes les facilités afin de concrétiser leurs investissements, a souligné le chef de l'exécutif de la wilaya de Djanet, Benabdallah Chaïb, en marge d'une visite d'inspection du site. Pour assurer l'accompagnement entrepreneuriale et multiplier les opportunités d'investissement dans diffé-

rents créneaux, une commission intersectorielle d'orientation et d'information a été installée à Djanet. La démarche vise à élaborer un plan commun permettant de contribuer à la promotion de l'investissement industriel dans cette nouvelle wilaya qui recèle des potentialités considérables, touristiques, minières et industrielles, lui permettant de devenir un pôle économique d'excellence dans le Sud.

TIZI-OUZOU. INTEMPÉRIES

Plusieurs axes routiers fermés à la circulation

Plusieurs axes routiers ont été fermés à la circulation mardi matin à Tizi-Ouzou à cause des fortes pluies enregistrées à travers la wilaya durant la nuit de lundi, ont annoncé les services de la wilaya. Il s'agit, notamment, de 2 axes, entre Zoula - Sidi Naâmane et Draâ Ben Khedda - Tizi-Ouzou sur la RN 12, principal axe routier de la wilaya, la RN 25 entre Aït Yahia Moussa et Tizi-Ouzou, ainsi que de plusieurs chemins de wilaya dont le CW 224 reliant Sebaou à Sidi Naamane, le CW 128 entre Boghni et Maâtkas et le CW 37 reliant Aït Aissa Mimoune et Ouaguenoun. Des éboulements et chutes de pierres sont, également, signalés par le groupement local de gendarmerie nationale et la direction des travaux publics (DTP) le long de la RN 24 reliant Tizi-Ouzou à Béjaïa au niveau des communes d'Azeffoun et Aït Chafaâ, invitant les usagers à la prudence. Par ailleurs, certains quartiers et artères de la ville de Draâ Ben Khedda, à l'Ouest du chef lieu de wilaya, ont été envahis par d'immenses quantités d'eau, qui ont empêché les citoyens de vaquer à leurs occupations. Aucune perte humaine ni dégât important n'a été signalé.

ÉTATS-UNIS - CHINE

Biden et Xi se parlent longuement mais restent à couteaux tirés sur Taïwan

Joe Biden et Xi Jinping se sont parlés pendant plus de trois heures mais sont restés à couteaux tirés sur Taïwan, le président chinois exhortant son homologue américain de ne pas "jouer avec le feu" sur cette question brûlante.

Cette conversation par visioconférence s'est tenue dans la soirée de lundi à Washington et mardi matin à Pékin. Elle a été "respectueuse et franche" et "beaucoup plus longue que prévu", selon un haut responsable américain. Les deux dirigeants ont rappelé la nécessité d'établir des "garde-fous" pour éviter que leurs nombreux différends ne dégénèrent en conflit. Mais ils ont aussi campé sur leurs positions sur les différends en question. Les États-Unis "s'opposent fermement" à toute tentative "unilatérale de changer le statu quo ou de porter atteinte à la paix et à la stabilité dans le détroit de Taïwan", a dit M. Biden, selon un texte publié par la Maison Blanche à l'issue de l'entretien.

CASUS BELLI

Cette phrase sur le "statu quo" peut tout aussi bien s'adresser à Taïwan et à ses dirigeants actuels favorables à une indépendance formelle de l'île, dont le nom officiel reste "République de Chine". Pékin considère Taïwan comme une province rebelle devant réinté-



AP

grer son giron, et a averti qu'une déclaration d'indépendance serait pour lui un casus belli. "Les autorités taïwanaises ont tenté à plusieurs reprises de s'appuyer sur les États-Unis pour l'indépendance et certains aux États-Unis tentent d'utiliser Taïwan pour contrôler la Chine", a pour sa part fait remarquer Xi Jinping. "C'est une tendance très dangereuse qui revient à jouer avec le feu", a-t-il dit, selon des propos rapportés par le ministère chinois des Affaires étrangères. "Si les séparatistes à Taïwan nous provoquent, nous forcent la main voire franchissent la ligne rouge, nous devons prendre des mesures décisives", a mis en garde le président chinois.

XINJIANG, TIBET, HONG KONG

Récemment, la Chine a intensifié son activité militaire près de l'île, tandis que Washington a réitéré son engagement d'aider Taipei à construire et à renforcer sa

défense. Lors de l'entretien, Joe Biden a aussi exprimé ses "préoccupations à propos des pratiques (de la Chine) au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong, et des droits humains en général". Et il a critiqué les pratiques commerciales et économiques jugées "déloyales" de la Chine. Ces fermes déclarations tranchent avec l'amabilité affichée au début de la rencontre. Les deux hommes s'étaient salués de la main, par écrans interposés, selon les images tournées de part et d'autre. Joe Biden avait estimé dans ses déclarations préliminaires que "la compétition entre les deux pays ne devait pas se transformer en un conflit, qu'il soit intentionnel ou non". "La Chine et les États-Unis doivent améliorer leur communication et leur coopération", avait affirmé de son côté Xi Jinping, se disant heureux de voir "son vieil ami", pour la première fois par écrans interposés, alors que leurs deux précédents échanges s'étaient faits au téléphone. Si après l'ar-

rivée au pouvoir de Joe Biden, le ton a changé par rapport aux emportements de l'ère Trump, la relation entre Washington et Pékin reste extrêmement tendue. Cette rencontre virtuelle s'est tenue au moment où Xi Jinping ne cesse de renforcer son emprise sur le régime. Le Parti communiste chinois a adopté la semaine dernière un texte appelant "le Parti, l'armée et le peuple tout entiers à s'unir plus étroitement autour du Comité central dont Xi Jinping forme le cœur". Le président américain, confronté à un paysage politique extrêmement divisé, et à une pandémie qu'il peine à éradiquer, a mentionné la Chine lundi en promulguant un gigantesque plan d'infrastructures, censé permettre à l'Amérique de "gagner la compétition" du XXI^e siècle. À la fin de son discours, le président américain a répété l'une de ses phrases favorites: "Ce n'est jamais, jamais une bonne idée de parier contre le peuple américain."

BRÉSIL

Lula "prêt" à être candidat à la présidentielle

L'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a assuré lundi "être prêt" à se présenter à la présidentielle d'octobre 2022, à laquelle il est donné grand favori contre le chef d'Etat actuel Jair Bolsonaro. "Je suis prêt, je suis motivé, je suis en bonne santé", a déclaré Lula, 76 ans, lors d'une conférence de presse à Bruxelles, tout en répétant qu'il ne prendra sa décision définitive qu'au début de l'année prochaine. S'exprimant devant les médias au sein du Parlement européen, Lula a vivement fustigé son successeur d'extrême droite: "Bolsonaro est une piètre copie de (l'ex-président américain) Trump. Mais il ne réfléchit pas, il n'a aucune idée", se contentant d'"abattre" l'héritage des années Lula, a dénoncé l'ancien syndicaliste. L'annonce officielle de la candidature de Lula est très attendue depuis qu'il est redevenu éligible à la faveur d'une décision de la Cour suprême qui a annulé ses condamnations pour corruption pour vice de forme en mars. Il a de nouveau qualifié lundi cette procédure de "persécution". Si l'ancien syndicaliste se présente, ce

sera sa sixième course présidentielle, pour tenter de briguer un troisième mandat, après avoir dirigé le pays de 2003 à 2010. "Nous avons besoin de quelqu'un qui fasse front, il faut gagner les élections. Il faut reconstruire le Brésil", a estimé Lula, qui effectue une tournée européenne passant par Bruxelles, mais également Berlin, Paris et Madrid. "En février ou mars, je déciderai si je me présente ou non. Cela dépendra de la décision du parti de me choisir ou non comme candidat", a-t-il ajouté, évoquant son Parti des Travailleurs. D'après le dernier sondage de l'institut de référence Datafolha, datant du 17 septembre, Lula est crédité de 44% des suffrages au premier tour de l'élection, contre 26% pour un Bolsonaro très critiqué pour sa gestion de la pandémie. Au cours de ses huit années de mandat, Lula a bénéficié d'une conjoncture économique favorable. Avec le boom des matières premières, il a pu mettre en place d'ambitieux programmes sociaux qui ont permis de sortir 30 millions de Brésiliens de la misère, lui valant alors une popularité record.

SYRIE

Le poste de grand mufti supprimé par le président

Le poste de grand mufti de Syrie, qui représente la plus haute autorité religieuse de l'islam dans ce pays, a été supprimé par un décret du président Bachar al-Assad, a annoncé mardi l'agence de presse officielle Sana. Ce décret, qui précise que cette décision a pris effet lundi, met de fait à la retraite cheikh Ahmad Badreddine Hassoun, 72 ans, qui avait été nommé grand mufti en 2004. Ses attributions relèveront désormais du Conseil de jurisprudence islamique, organe dépendant du ministère du Waqf, qui gère les affaires religieuses, selon Sana. Ce conseil déterminera dorénavant le calendrier lunaire et émettra des avis sur les affaires religieuses. L'agence Sana n'a pas donné de détails sur les raisons ayant poussé à la suppression du poste de grand mufti, mais la décision survient après des années d'efforts de la part du gouvernement d'étendre son droit de regard sur les affaires religieuses. En 2018 déjà, un décret présidentiel avait limité le mandat du mufti, jusqu'alors illimité, à une période de trois ans. Le président avait aussi étendu les pouvoirs du ministère du Waqf en lui permettant de nommer le mufti, prérogative relevant jusqu'alors de M. Assad. Cette décision avait provoqué la controverse sur les réseaux sociaux, où des internautes avaient dénoncé une ingérence de l'Etat dans les affaires religieuses. D'autres avaient argué qu'elle permettait de réguler le discours religieux en vue de lutter contre l'extrémisme.

CRISE MIGRATOIRE

Moscou juge "inacceptable" le recours à la force par la Pologne

Moscou a dénoncé mardi le recours "inacceptable" par la Pologne à des canons à eau et à du gaz lacrymogène pour repousser des migrants cherchant à franchir sa frontière depuis le Bélarus. "Le comportement de la partie polonaise est absolument inacceptable", a estimé devant la presse le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Évoquant les "tirs de gaz lacrymogènes et de canons à eau au-dessus des têtes de migrants en direction d'un État, le Bélarus", M. Lavrov a estimé que les forces polonaises "violent toutes les normes juridiques". Quelque 2 000 migrants rassemblés au poste-frontière bélarusse de Brouzgui ont été visés par de tels tirs polonais, Varsovie les accusant d'avoir "attaqué" les troupes à la frontière avec des pierres et de tenter de "détruire la clôture pour entrer en Pologne". L'Union Européenne (UE), qui a été déstabilisée dans la deuxième moitié des années 2010 par un afflux migratoire sans précédent, accuse le pouvoir bélarusse d'avoir orchestré la crise actuelle pour se venger des sanctions occidentales décidées en représailles d'une répression politique intérieure sans précédent. Le président Alexandre Loukachenko, tout en dénonçant le comportement européen et niant toute responsabilité dans la crise, a assuré lundi travailler au retour des migrants, en majorité venus d'Irak. L'ambassade irakienne à Moscou a de son côté indiqué mardi qu'"environ 200" de ses ressortissants allaient être rapatriés du Bélarus jeudi. Il s'agit notamment de femmes et d'enfants.

CISJORDANIE

Un Palestinien tué par les forces d'occupation

Un Palestinien a été tué mardi par les forces d'occupation israéliennes lors de heurts dans le nord de la Cisjordanie occupée, a rapporté le ministère palestinien de la Santé. Saddam Bani Odeh, 26 ans, est décédé à l'hôpital turc de Tubas, entre les villes de Naplouse et Jénine, où il avait été transféré après avoir été blessé par une balle qui s'est logée dans ses poumons, a indiqué le ministère aux médias mentionnant des heurts ayant éclaté à l'aube avec les forces israéliennes à l'entrée de Tubas. Les violences de l'occupant israélien contre les manifestants Palestiniens en Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967 par l'entité sioniste, sont quasi quotidiennes. Environ 475 000 colons israéliens vivent en Cisjordanie, où habitent plus de 2,8 millions de Palestiniens.

MUSIQUE

Sting, un pont au-dessus des épreuves

"Comment est-ce qu'on arrive de l'autre côté ?": Sting revient avec un nouvel album, "The Bridge" ("Le Pont"), métaphore de l'élan pour enjamber l'adversité. Cet Anglais, citoyen du monde, a particulièrement mal vécu la décision du Royaume-Uni de couper les ponts avec l'Europe. "Pour moi, le Brexit est une tragédie.

Je suis triste pour mon pays. Nous savions que ce serait un désastre", confie-t-il à l'AFP, de passage à Paris, au milieu d'une série de concerts d'Athènes à Las Vegas. "On a dérobé aux jeunes Britanniques l'opportunité de vivre des expériences en Europe. C'est complètement insensé", peste-t-il encore. Lui qui parcourt le globe de scène en scène voit aussi les nuages s'accumuler bien au-delà du ciel du Royaume-Uni, avec la montée des mouvements populistes. "Nous vivons dans un climat politique très dangereux en ce moment avec des classes laborieuses qui se sentent abandonnées par celles qu'elles appellent les élites". Les couches "vulnérables" de la société sont "à la merci des démagogues", des colporteurs de "fake-news", enchaîne celui qui a fêté ses 70 ans en octobre et ne fait toujours pas son âge. Celui qui est aussi acteur (on a pu le voir récemment dans le film français "Kaamelott") ne goûte pas les tirades des anti-vaccins. "Je ne comprends pas cette science de l'objection. Je n'ai pas hésité à me faire vacciner. Je suis assez vieux pour me rappeler ces enfants dans ma rue qui



PH: DR

étaient paralysés par la polio. Et cette maladie a été éradiquée grâce aux vaccins".

"ALLER AILLEURS"

L'isolement, la pandémie, n'ont pas directement inspiré son nouvel album qui sort vendredi mais ils trouvent un écho dans les thèmes abordés. "Toutes les personnes sur qui j'écris sont dans une étape transitoire, dans leurs relations, entre la vie et la mort, entre la maladie et la pleine santé". "Nous cherchons tous ce pont pour aller ailleurs, dans un endroit meilleur". Un pont, c'est aussi créer du lien. Même si, dans ses morceaux, les passerelles peuvent s'avérer piégeuses dans une histoire sentimentale. "J'évite toujours d'écrire des chansons d'amour qui disent +je t'aime et tu m'aimes aussi+, car on tourne en rond. Alors que +je t'aime mais tu aimes quelqu'un d'autre+, c'est un scénario intéressant pour un auteur". "À mon âge, j'ai expérimenté le spectre entier des émotions, du plus grand bonheur jusqu'au plus profond

«Toutes les personnes sur qui j'écris sont dans une étape transitoire, dans leurs relations, entre la vie et la mort, entre la maladie et la pleine santé».

Sting

mal-être, alors quand j'écris sur l'amour, je sais que je peux être authentique", poursuit ce musicien aux 100 millions d'albums vendus. Un pont, c'est aussi ce qui peut relier les générations. Parmi ses six enfants, cinq ont suivi comme lui la voie artistique, avec deux acteurs, deux musiciens et un réalisateur.

Mais le dernier veut devenir "un flic", dit en français dans un sourire l'ancien leader de Police. "Il dit +vous êtes tous créatifs, moi je veux être

utile+", s'amuse-t-il.

"SUR LA ROUTE DEPUIS 1976 !"

Un pont, c'est aussi un terme musical (transition mélodique), art que maîtrise celui qui, comme dans "The Bridge", varie sans heurt les colorations jazz, rock ou folk. Et question musique, n'était-ce pas trop dur d'enregistrer ce nouvel opus en plein confinement avec des musiciens jouant parfois par écran interposé ? "Ce n'est pas si nouveau d'enregistrer à distance. Souvent, le batteur peut être à Los Angeles, moi je peux être à Paris, un autre en Italie. Le secret est d'instaurer malgré tout une sorte d'intimité, d'avoir des liens chaleureux entre musiciens, qu'on peut entendre". Mais maintenant, place aux concerts avec un public bien présent. "Je dois remplir tous mes engagements reportés par la crise sanitaire, ça peut prendre 18 mois, mais c'est ma vie, je suis sur la route depuis 1976 !". Il va donc encore traverser bien des ponts.

ENCHÈRES

Un millier d'objets appartenant à des légendes du rock en vente à New York

Une guitare d'Eric Clapton, des setlists griffonnées par Kurt Cobain, une veste Versace de Whitney Houston: un millier d'objets appartenant à des légendes - vivantes ou disparues - du rock américain et britannique depuis les années 1960 vont être vendus aux enchères à New York. D'après la maison Julien's Auctions qui en faisait une présentation à la presse lundi, avant la vente les 19 et 20 novembre dans un restaurant sur Times Square à Manhattan, il y aura près de 1 000 artefacts et divers objets qui sont passés entre les mains des Beatles, U2, Guns N'Roses Michael Jackson, Lady Gaga, Madonna, Led Zeppelin, Elvis Presley, les Rolling Stones, Bob Marley ou encore George Michael. Le clou de la vente de Julien's cette année - alors que les grandes maisons de ventes aux enchères repren-

ent les sessions en présentiel - devrait être une guitare acoustique d'Eric Clapton, une Martin D-45 de 1968, estimée entre 300 000 et un demi-million de dollars, selon le directeur de la société, Martin Nolan. Comme ses confrères des géants du secteur, Sotheby's et Christie's, Martin Nolan qualifie le marché de l'art de "très, très chaud avec des prix qui vont crever les plafonds". La guitare vendue le week-end prochain fut utilisée par Clapton lors d'un premier concert en direct en 1970 de son groupe Derek and The Dominos. Aujourd'hui, un demi-siècle après, le guitariste britannique de légende de 76 ans est vertement critiqué dans la presse américaine pour avoir épousé certaines thèses de la mouvance antivaccins et anticonfinement contre le Covid-19. Il est aussi accusé d'être devenu un "complotiste" et

un "raciste". Interrogé sur ces polémiques, notamment dans des articles du magazine Rolling Stones et du Washington Post ces dernières semaines, Martin Nolan a répondu qu'"il y aura toujours quelque chose de controversé (...) dans chacune des stars représentées" à cette vente aux enchères. Autre pièce qui promet de faire sensation, une setlist griffonnée à la main par Kurt Cobain, leader de Nirvana, qui s'est suicidé en 1994 à l'âge de 27 ans, des morceaux mondialement célèbres "Come As You Are" et "About A Girl". L'an passé, Julien's Auctions avait fait exploser les compteurs en vendant pour six millions de dollars une guitare de Cobain sur laquelle il avait jouée lors d'un fameux concert "MTV Unplugged" en 1993. Le record mondial pour cet instrument vendu aux enchères tient toujours.

«JE ME SUIS MORDUE LA LANGUE»

Dernière oeuvre de Nina Khada

La jeune cinéaste franco-algérienne Nina Khada fait de nouveau parler de son travail depuis Ouagadougou (Burkina-Faso) où elle a décroché récemment le Poulain d'argent du court métrage documentaire du 27e le Festival panafricain du cinéma et de la télévision (Fespaco) pour son dernier film "Je me suis mordue la langue". Sorti en 2020, ce documentaire d'une durée de 25 mn a déjà pris part à une quinzaine d'événements cinématographiques en Tunisie, en Égypte, en Suisse, au Liban, en France, au Canada, ou encore au Brésil.

Véritable quête identitaire entreprise par une franco-algérienne qui a vécu toute sa vie en France, ce court métrage relate l'histoire d'une algérienne, qui dit avoir perdu la langue de sa grand-mère et n'arrive pas à s'exprimer en arabe dialectal. S'accrochant à de lointains souvenirs de ses grands-parents et de leur langue dialectale, elle prend les rues de Tunis comme substitue du pays de ses ancêtres pour tenter d'y retrouver une part de son identité.

À Tunis, elle parle de son problème aux passant qu'elle filme, une vieille dame lui recommande de retourner en Algérie et qu'une langue ça ne s'oublie pas, des enfants lui conseillent de parler aux gens dans la rue pour réapprendre, alors que d'autres lui suggèrent plus simplement de chanter.

À tout âge les intervenants estiment que perdre sa langue c'est perdre la mémoire et ne comprennent pas vraiment qu'on puisse réellement perdre l'usage d'une langue et être à ce point coupé des siens.

Au détour de chacune de ses rencontres, Nina Khada propose des plans urbains nocturnes intéressants des quartiers populaires de la capitale tunisienne et pose parfois sa voix pour se confier le long d'un voyage en train de nuit dans la banlieue ou en bord de mer. Réalisatrice et monteuse, Nina Khada a travaillé sur le montage de nombreuses oeuvres avec des réalisateurs comme Hassan Ferhani et Karim Moussaoui, elle réalise son premier court métrage documentaire, "Fatima", qui parle de sa grand-mère sur la base d'archives coloniales françaises. Après "Je me suis mordue la langue", Nina Khada travaille actuellement sur le développement de son premier court métrage de fiction intitulé "La veillée".

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE THESSALONIQUE (GRÈCE)

Le film français "Petite nature" remporte le premier prix

"Petite nature", du réalisateur français Samuel Theis, a remporté dimanche l'Alexandre d'or, premier prix du 62e Festival international du film de Thessalonique (Grèce), et son acteur Aliona Reinert a été désigné comme meilleur acteur. Le prix de 10.000 euros récompense l'histoire d'un garçon de 10 ans sensible et intelligent, Johnny, qui se distingue de sa famille et de son quartier difficile de l'Est de la France. Le prix spécial du jury du festival, ou Alexandre d'Argent, a été décerné à la réalisatrice suédo-costaricienne Natalie Alvarez Mesén pour son long-métrage "Clara Sola". Près de deux ans après le début de la pandémie de coronavirus qui a contraint de nombreux événements de l'industrie cinématographique à passer en virtuel, le Festival du film de Thessalonique a été organisé en partie en présentiel et en partie en ligne.

Les courses en direct



**HIPPODROME BAZER SEKHRA- EL EULMA -
MERCREDI 17 NOVEMBRE 2021 - PRIX : A. BACHIR- PS.AR.NEE-
DISTANCE : 1 500 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15 H30
TIERCÉ-QUARTÉ-QUINTÉ**

Holm Dilmi, difficile à battre

Douze bons galopeurs sur les treize engagés à l'exception de Ghaith qui n'a que de faibles chances pour figurer, seront au rendez-vous à l'hippodrome Bazer Sekhra El-Eulma à se disputer ce prix A. Bachir réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé en Algérie n'ayant pas totalisé la somme de 171.000 DA en gains et places depuis avril passé. Le trio Holm Dilmi, Park Land et Fakhr Ezamen possèdent plus d'ambitions, mais ils doivent redouter les attaques des éléments en forme tels que : Farah Sakhra, Lati, Fizane ou El Mordjene.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. HOLM DILMI. Il possède d'excellents atouts en mains quoiqu'il devrait logiquement porter 58 kgs par rapport à sa troisième place obtenue en dernier lieu. Il est capable de remporter la victoire.

2. DERB AL ABTAL. Il reste sur une victoire, mais en pareille compagnie, il risque de trouver la tâche assez difficile sur les 1500m. Outsider moyen.

3. LAND PARK. Elle vient de figurer à la cinquième place ce dimanche passé, on peut lui faire confiance encore une fois. Méfiance.

4. FAKHR EZAMEN. Il court dans sa catégorie, on ne peut lui interdire pour peut-être même dans les meilleures places du podium.

| PROPRIÉTAIRE | N° | CHEVAUX | JOCKEYS | POIDS | CDS | ENTRAÎNEURS |
|--------------------|----|--------------------|--------------|-------|-----|--------------|
| B. NAIDJA SAHRAOUI | 1 | HOLM DILMI | T. LAZREG | 57 | 7 | MED. HAMIDI |
| M. SEBTI | 2 | DERB EL ABTAL | F. CHAABI | 56 | 10 | AB. KARA |
| ABS. LAHMICI | 3 | LAND PARK (0) | A. KOUAOUCI | 56 | 3 | PROPRIÉTAIRE |
| A. HANNACHI | 4 | FAKHR EZAMEN | AB. CHENAFI | 56 | 13 | H. DJEBBAR |
| A. BERRI | 5 | GHAITH | O. CHEBBAH | 56 | 2 | O. CHEBBAH |
| L. ZAABOUB | 6 | MAROUANE BAZER (0) | T. MEGOUCI | 56 | 1 | PROPRIÉTAIRE |
| A. SAADOUN | 7 | FIZANE | M. BOUCHAMA | 55 | 8 | S. SAADOUNE |
| B. BENSALAM | 8 | EL MORDJENE | AB. ATTALLAH | 55 | 6 | PROPRIÉTAIRE |
| S. BERRAH | 9 | LATI | CH. ATTALLAH | 55 | 5 | A. HELLAL |
| N. BOUCHELAGHEM | 10 | LIZA AL HOCEIN | A. HEBRI | 53 | 9 | PROPRIÉTAIRE |
| AB. TEBIB | 11 | FARAH SAKHRA | A. HAMIDI | 53 | 12 | MED. HAMIDI |
| ABH. GUESSOUM | 12 | ROSA DE QUEZAC | AH. CHAABI | 53 | 4 | MED. HAMIDI |
| M. ZAABOUB | 13 | JEMAAT EL KHEIR | SF. BOUHOUC | 52 | 11 | PROPRIÉTAIRE |

Il est bien reposé.

5. GHAITH. Tâche difficile.

6. MAROUANE BAZER. Il est préférable de le revoir dans un autre engagement, avec une autre monte.

7. FIZANE. Cette jument est capable de surprendre, elle n'est pas dépourvue de moyens. Méfiance.

8. EL MORDJENE. Il a été sixième le 06/11/21 à l'hippodrome du Caroubier, s'il répète sa course, il sera dans le coup. Méfiance.

9. LATI. Cinquième du quinté de ce dimanche passé au Caroubier, je trouve qu'il peut récidiver.

10. LIZA AL HOCEIN. Outsider

lointain.

11. FARAH SAKHRA. Quatrième du quinté du dimanche passé au Caroubier. Outsider séduisant.

12. ROSA DE QUEZAC. Peut-être qu'avec à la monte de Hakim Chaabi elle peut prétendre à un accessit

mais juste pour une cinquième place.

13. JEMAAT EL KHEIR. Avec la monte du jour, elle risque d'échouer. Tâche délicate.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

**1. HOLM DILMI 4- FAKHR EZAMEN 11- FRAH SAKHRA
3- LAND PARK 9- LATI**

LES CHANCES

7- FIZANE 8-EL MORDJENE

Maroc : plus de 15% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a fait ressortir, dans ces dernières statistiques, que plus de 15% des enfants marocains de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, alors que 2,6% d'enfants de cette même tranche d'âge sont sujets à une malnutrition aiguë. Ces chiffres, disponibles sur la "carte de la faim" (Hunger Map Live) établie par ce programme onusien, dénotent un grand déficit en matière d'alimentation qui touche une frange fragile de la population, à savoir la petite enfance. La carte du PAM, montre, en outre, que 4,1 millions de marocains ne mangent pas à leur faim. Dans un dossier consacré à la nutrition, l'UNICEF a mis en garde contre les répercussions de la malnutrition qui peut causer "des conséquences irréversibles" sur la croissance et la santé de l'enfant, notamment durant les 1.000 premiers jours de sa vie (de sa naissance jusqu'à presque trois ans). L'organisation onusienne explique que la malnutrition est l'une des causes du retard de croissance qui frappe les enfants de moins de 5 ans. Plus grave encore, elle est responsable de plus d'un tiers des décès chez les enfants de cette catégorie d'âge dans les pays en développement. Pour l'UNICEF, le retard de croissance, ainsi que les autres formes de sous-nutrition, "reflètent bien les inégalités sociales et mettent en évidence la pauvreté et le sous-développement de certains pays". Par ailleurs, dans sa "Hunger Map", le PAM a classé l'Algérie dans la catégorie des pays dont le taux de personnes sous-alimentées est inférieur à 2,5% de la population totale, durant la période 2018-2020.

Le tabagisme continue de reculer dans le monde

Le nombre de consommateurs de tabac continue de diminuer dans le monde, passant de 1,32 milliard en 2015 à 1,30 milliard l'an dernier, a indiqué hier l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon le quatrième rapport de l'OMS sur les tendances mondiales en matière de tabac, ce nombre devrait continuer à baisser pour atteindre 1,27 milliard en 2025. Soixante pays sont désormais en passe d'atteindre l'objectif mondial volontaire d'une réduction de 30 % d'ici à 2025, une augmentation par rapport à il y a deux ans, où seuls 32 pays étaient sur la bonne voie. Pour le directeur général de l'OMS, Tedros Ghebreyesus, ces chiffres sont "très encourageants", mais il reste du travail à faire. "Nous avons encore un long chemin à parcourir, et les fabricants de tabac continueront à utiliser tous les artifices pour défendre les profits gigantesques qu'ils réalisent en colportant leurs marchandises mortelles", a déclaré le chef de l'OMS.

Démantèlement d'une bande de malfaiteurs et saisie de 5,9 gr de cocaïne à Oran

Les services de police d'Oran ont mis un terme aux activités d'une association de malfaiteurs impliqués dans une affaire de détention et de commercialisation de drogue dure, avec la saisie de 5,9 grammes de cocaïne, a indiqué, hier, la direction de la sûreté de wilaya. Cette opération a eu lieu suite à l'exploitation d'informations parvenues à la brigade de recherche et d'intervention relevant du service de wilaya de la police judiciaire, selon lesquelles des membres du réseau, composé de trois personnes, commercialisaient cette drogue dans les milieux des jeunes, a précisé la cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité. Après la surveillance



des activités des suspects, un plan a été élaboré par les policiers, qui a abouti à l'arrestation de deux personnes dans le centre d'Aïn El-Turck en flagrant délit, circulant en moto. Ils étaient en possession de 14 sachets de petite taille contenant au total 5,9 grammes, a-

t-on fait savoir. Les investigations se sont poursuivies pour aboutir à l'identification, puis à l'arrestation d'un troisième complice dans cette affaire sur lequel une somme d'argent de 175.000 dinars a été trouvée, issue du produit de ce trafic, ainsi qu'une moto qui a

servi au transport et à la distribution de la drogue. Une procédure judiciaire a été engagée contre les membres de ce réseau, des repris de justice, qui seront traduits devant la justice sous les accusations de constitution d'association de malfaiteurs, détention et trafic de drogue dure, avec l'utilisation d'un véhicule à moteur, selon la même source. D'autre part, les services de la sûreté urbaine extérieure d'El-Kerma, relevant de la sûreté de daïra d'Es-Senia ont interpellé un dealer de psychotropes en milieu urbain et saisi 350 comprimés de psychotropes et une somme d'argent de 28.300 DA, issue des revenus de ce trafic.

La France lance une constellation de satellites militaires de renseignement

La France a procédé, hier, au lancement avec succès de trois satellites militaires de renseignement d'origine électromagnétique (CERES - Capacité de Renseignement Électromagnétique Spatiale), a annoncé le ministère des Armées. La constellation, qui a été lancée depuis le centre spatial guyanais, "apportent aux armées leur première capacité spatiale de renseignement d'origine électromagnétique", indique le ministère dans un communiqué. "Grâce à leur couverture géographique mondiale, les trois satellites de la constellation CERES, positionnés à environ 700 km de la Terre, collecteront des données sur des zones inaccessibles aux capteurs terrestres, maritimes ou aéroportés, apportant aux armées une meilleure connaissance des capacités et des intentions adverses", relève-t-on. Ce système "unique" en Europe, poursuit le département de Florence Parly, offre un "saut technologique majeur" et permettra de "détecter et localiser, depuis l'espace, des systèmes, comme des radars, des moyens radio ou de communication, et de fournir leurs caractéristiques techniques". Le communiqué note que « la qualité et la précision des informations fournies par ce système constituent de précieux renseignements pour les forces », qui pourront par exemple, cite la même source « cartographier les points d'intérêts dans différentes zones du globe et ainsi adapter les scénarios d'engagement opérationnel ».

Khenchela: le directeur de wilaya du logement et deux cadres de l'OPGI démis de leurs fonctions

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a mis fin aux fonctions du directeur du logement de Khenchela et de deux cadres de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la même wilaya, a-t-on appris hier, auprès des services de la wilaya. Selon la même source, les services du cabinet du wali de Khenchela ont été informés hier, matin de la décision de mettre fin aux fonctions du directeur de wilaya du logement ainsi que du directeur général adjoint de l'OPGI et de la responsable du service de la maîtrise d'ou-



vrage du même Office pour "manquement à leurs missions et présentation de faux chiffres et rap-

ports sur l'état d'avancement de certains projets de logement dans la wilaya". La même source a

précisé que cette décision intervient sur "la base du rapport établi par le secrétaire général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed El-Habib Zehana, suite à sa visite d'inspection effectuée fin octobre passé dans la wilaya, au cours de laquelle il a relevé un retard effectif dans la concrétisation des projets de logement".

Wilaya d'Alger: fermeture provisoire du chemin de wilaya n 133 à Draria, un glissement de terrain en cause

Les services de la wilaya d'Alger ont annoncé, lundi, la fermeture provisoire du chemin de wilaya n 133, situé sur le territoire de la Circonscription administrative de Draria, en raison de la survenue d'un glissement de terrain, a indiqué un communiqué de la wilaya. "Suite aux récentes intempéries qui ont provoqué un glissement de terrain (évacuation des eaux pluviales), au niveau du chemin de wilaya n 133, et qui constitue désormais un danger pour ses utilisateurs, le wali délégué de la Circonscription de Draria a décidé de fermer cet axe à titre temporaire, en vue d'éviter la survenue de tout danger et de dévier le trafic routier à travers la 2e rocade, ainsi que la Route nationale n 63, jusqu'à Hamdania, puis Souidania". Les travaux de réaménagement du chemin sont en cours, en coordination avec les services de la direction des travaux publics (DTP), lit-on dans le communiqué.

MISE AUX POINGS

« Il est absolument nécessaire que la commune soit forte mais cela ne peut se faire sans la libération des élus et des cadres de tout emprise les empêchant de s'acquitter de leur mission de la meilleure manière qui soit »

Abdelaziz Bélaïd, président du Front El Moustaqbal



Le Courrier d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénaire Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr

RÉPRESSION MAROCAINE DANS LES VILLES SAHRAOUIES OCCUPÉES

Le Front Polisario dénonce le mutisme international

Le Front Polisario a dénoncé le mutisme de la communauté internationale face aux exactions répétées de l'occupant marocain contre les citoyens sahraouis dans les territoires occupés, exprimant son soutien et sa solidarité avec la militante Sultana Khaya et sa famille.

« **L**e Polisario dénonce le mutisme de la communauté internationale et de ses instances à leur tête l'ONU, face aux exactions répétées de l'occupant marocain contre les citoyens sahraouis désarmés, dans les territoires occupés du Sahara occidental », indique un communiqué, relayé par l'Agence de presse sahraouie (SPS), sanctionnant la réunion du secrétariat national du Front Polisario, tenue lundi sous la présidence du président sahraoui, Ibrahim Ghali. Saluant "la résistance du peuple sahraoui contre la tyrannie de l'occupation marocaine", le Front Polisario a exprimé sa solidarité avec la famille de la militante Sultana Khaya et tous les détenus sahraouis civils emprisonnés dans les geôles marocaines. Par ailleurs, le Bureau permanent du secrétariat national du Front Polisario a salué la détermination de "l'Armée sahraouie et la volonté ferme du peuple sahraoui de poursuivre la lutte, par tous les moyens, jusqu'au recouvrement de la souveraineté de l'Etat sahraoui sur tous les territoires du pays". Par ailleurs, une nouvelle étude de la Gauche au parlement européen, relève que l'Union européenne (UE) « encourage les violations du droit international au Sahara occidental occupé et facilite l'exploitation illégale par le Maroc des ressources naturelles appartenant au peuple sahraoui par des contrats avec des entreprises subventionnées par l'UE ». L'étude intitulée "Entreprises européennes et violation du droit international au Sahara occidental" relève que l'UE alloue des millions d'euros de subventions et d'aides au Maroc et à une multitude d'entreprises européennes (principalement d'Espagne, de France et d'Allemagne) qui investissent au Sahara occidental. Cela fait de l'UE, selon l'étude, "un financier et complice d'une occupation



illégale, en violation des principes fondateurs de l'Union et du droit international". Violations systématiques des droits de l'Homme, brutalités policières, violations des droits fondamentaux, le peuple de la dernière colonie d'Afrique, le Sahara occidental, a subi des décennies de répression aux mains des forces d'occupation marocaines, dénonce l'étude. Depuis 1975, le Maroc a tenté de contrôler un territoire en utilisant la force militaire pour réprimer la liberté d'expression et les manifestations en faveur de l'indépendance.

« L'UE ET SES ENTREPRISES SONT EN VIOLATION FLAGRANTE DU DROIT INTERNATIONAL AU SAHARA OCCIDENTAL »

Pour les auteurs de l'étude, "l'Europe est restée en grande partie à regarder une tragédie se dérouler à sa porte". Au-delà de cela, le passage illégal de la zone tampon à El-Guerguerat qui est "couramment utilisé par les entreprises européennes peut constituer une violation du droit international et humanitaire", lit-on dans le résumé extrait de l'étude et publié sur le site Left. Ouvert illégalement par le Maroc en 2001, ce point de passage frontalier situé à la frontière avec la Mauritanie "contrevient à l'accord militaire signé en 1997 et 1998 en complément de l'accord de paix et de cessez-le-feu adopté par le Conseil de sécurité de l'ONU en 1991", rap-

pelle-t-on. L'eurodéputé Miguel Urban a déclaré à ce propos : "L'UE et ses entreprises sont en violation flagrante du droit international", et pour cause, explique-t-il, les entreprises impliquées n'ont obtenu le consentement ni du peuple du Sahara occidental ni du Front Polisario, seul représentant légitime, reconnu par l'ONU. Pendant ce temps, "l'UE continue d'ignorer les violations constantes des droits de l'Homme et du droit international que le régime marocain commet quotidiennement, tandis que le sort du peuple du Sahara occidental est en jeu", a-t-il dénoncé.

L'étude réaffirme le statut juridique du Sahara occidental en tant que territoire non autonome en attente de décolonisation et le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination. Elle met en évidence le statut du Maroc en tant que "puissance occupante", qui a le contrôle d'un territoire qu'il entend annexer illégalement par l'usage de la force, comme le proclament la Charte des Nations unies et le droit international.

R. I.

QUALIFICATIONS AU MONDIAL-2022 : ALGÉRIE 2 - 2 BURKINA FASO

Les Verts souffrent mais passent

L'équipe nationale de football, s'est qualifiée pour le 3e et dernier tour (barrages) de la Coupe du monde 2022 au Qatar, malgré le match nul concédé mardi face au Burkina Faso 2-2 (mi-temps: 1-1), au stade Mustapha-Tchaker de Blida, pour le compte de la 6e et dernière journée (Gr.A). L'Algérie a ouvert le score par le capitaine Riyad Mahrez (21e), avant que le Burkina Faso ne remette les pendules à l'heure par l'entremise de Zakaria Sanogo (36e). En seconde période, Feghouli, entré en cours de jeu, a inscrit le deuxième but (67e), mais le Burkina Faso a égalisé de nouveau, sur penalty par Dayo (83e).

Dans l'autre match de cette poule, le Niger a dominé lundi au stade de Niamey le Djibouti (7-2).

À l'issue de ce résultat, l'Algérie termine en tête avec 14 points, avec deux longueurs d'avance sur le Burkina Faso (2e, 12 points). Le Niger suit derrière à la troisième place avec 7 points, alors que Djibouti ferme la marche avec 0 point.

L'équipe nationale sera fixée sur son adversaire en barrages, le 18 décembre prochain, à l'occasion du tirage au sort prévu à Doha (Qatar), en marge de la Coupe arabe de la Fifa. La double confrontation des barrages se jouera en mars 2022.

RECRUTEMENT

Le Courrier d'Algérie recrute un correspondant de presse confirmé pour la wilaya de Constantine. Les candidats intéressés peuvent envoyer un CV et une lettre de motivation à l'adresse e-mail : redaction_courrier@yahoo.fr

FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINES L'Algérie participe avec plus de 60 exposants

L'Algérie prend part à la 2e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2021), qui se déroule dans la ville de Durban (Afrique du Sud), avec plus de 60 exposants et entreprises activant dans différents secteurs.

Selon un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des

exportations, cette événement, organisé par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), s'étalera jusqu'au 21 novembre, sous le slogan, « Construire des ponts pour une Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) réussie ». Cette manifestation économique a, pour objectif, de « rapprocher les vues

des acteurs dans la région africaine et intensifier les efforts pour soutenir et encourager la ZLECAF, afin qu'elle soit un marché unifié pour l'échange et l'exportation des différentes marchandises au niveau africain sans restrictions fiscales et douanières », lit-on dans le communiqué.

Sarah O.

SOUS-RIRE

L'institut Pasteur Algérie donne l'alerte
La quatrième vague arrive en Algérie !

